



L 15290 - 2537 - F: 1,20 €

Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2537
17 mars 2017
1,20 € • DOM: 1,80 €



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE **OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Nathalie Arthaud

Le camp des travailleurs



Un emploi et un salaire décent pour tous!

Grande-Bretagne

**Du Brexit à la
xénophobie
institutionnalisée**

page 10

Clause Molière

**Une mesure
raciste et
antiouvrière**

page 3

19 mars

**Manifestons
contre les violences
policières**

page 6

Pour les emplois et les salaires, il faut prendre sur les profits !

À la différence du dernier costume de Fillon, de la dernière petite phrase de Macron ou de Le Pen, une information n'a pas fait l'actualité. Et pourtant, elle en dit plus sur la réalité du pays : en 2016, les entreprises du CAC 40 ont fait 76 milliards d'euros de profits, soit un tiers de plus que l'année précédente. Et encore cela ne concerne-t-il que les 40 plus grandes entreprises cotées en Bourse, sans compter les groupes familiaux comme Auchan, Sodexo, Leclerc, Lactalis, Chanel, Servier et quelques autres, qui enrichissent tout autant leurs actionnaires.

Les grandes firmes répètent qu'elles ne peuvent pas embaucher. Mais 76 milliards d'euros, c'est l'équivalent de deux millions d'emplois !

On nous ressasse que les caisses de l'État sont vides. Mais 76 milliards permettraient de financer 700 000 logements ou encore 230 grands hôpitaux !

Ces 76 milliards et les autres profits capitalistes ne seront pas consacrés à ce qui serait utile à la population. Ils ne seront même pas consacrés à l'investissement, sauf à la marge. Ils iront alimenter le puits sans fond de la spéculation, ce qui menace la société d'un nouveau krach financier, semblable à celui de 2008, ou pire encore. Ils seront versés sous forme de dividendes aux actionnaires, ce qui explique qu'en France les riches prospèrent. C'est comme cela qu'un Bernard Arnault, patron du groupe de luxe LVMH, peut doubler sa fortune en cinq ans.

Les grands bourgeois qui possèdent ces entreprises se paieront les services de politiciens. Ainsi, un milliardaire peut payer l'épouse de Fillon 100 000 euros à ne rien faire dans une revue qui lui appartient. Ainsi, un autre, ou le même, peut lui offrir pour 48 500 euros de costumes de luxe. Pour les milliardaires qui dirigent le pays, de telles menues dépenses sont fondées : la mise en œuvre du programme de Fillon serait un magnifique retour sur investissements.

Ni Fillon, ni Macron, ni Hamon, ni Le Pen ne dénoncent les profits colossaux des grandes banques et des multinationales. Aucun d'entre eux n'envisage de s'en prendre à ces profits pour s'attaquer au fléau du chômage. Au contraire, ils veulent réduire l'impôt sur les sociétés, les cotisations sociales, abaisser voire supprimer l'impôt sur la fortune.

Les bénéficiaires dégagés par les grandes firmes montrent que les moyens existent. La société n'est pas pauvre. Mais la rapacité des capitalistes abaisse le niveau de vie des salariés, ravage celui des chômeurs. Leur soif de profit menace les sous-traitants, petits entrepreneurs, artisans, éleveurs, cultivateurs, dont les marges sont laminées, et qui sont sacrifiés pour la prospérité des Carrefour, Lactalis et autres Bouygues.

Alors, dans cette campagne, il faut que le camp des travailleurs soit entendu. C'est pourquoi Lutte ouvrière présente la candidature de Nathalie Arthaud. À la différence des principaux candidats, elle ne vise pas un fauteuil à l'Élysée. Elle veut porter les exigences du monde du travail.

Pour éradiquer le chômage, il faut prendre sur les profits pour répartir le travail entre tous, sans perte de salaire. Il faut interdire les licenciements et les plans de suppressions d'emplois.

Pour ne plus avoir à compter chaque euro, il faut augmenter les salaires et les pensions de 300 euros. Pas un salarié ne devrait gagner moins de 1 800 euros net par mois. C'est utopique, expliquent les commentateurs ? Le smic n'a augmenté que de 15 % en dix ans, quand les salaires des PDG s'envolaient de 65 %.

Pour en finir avec la dictature que font peser 250 multinationales sur l'économie, il faut supprimer le secret des affaires. Aujourd'hui, une firme comme PSA peut faire un profit historique de 2,15 milliards d'euros et arroser ses actionnaires après avoir prétendu être au bord de la faillite, un prétexte utilisé pour fermer une usine et supprimer au total 17 000 emplois. Les travailleurs font tourner toutes les entreprises : ils doivent pouvoir les contrôler.

Pour des services publics utiles à la population, il faut que l'argent de l'État aille aux écoles des quartiers populaires, aux transports en commun, au logement, aux hôpitaux et à la santé publique, et non au patronat.

Voter Nathalie Arthaud, c'est faire entendre ces exigences aujourd'hui. Et c'est dire que, demain, les travailleurs devront les imposer ensemble, par des luttes collectives, des grèves et des manifestations de masse, quel que soit le nouveau président.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ

PS : l'avenir avec Hamon ou avec Macron ?	4
Hamon aux Antilles : à la pêche aux voix	4
Revenu universel : plus petit, moins universel	4
Le Pen : pour la guerre entre les pauvres	5
Mélenchon et le PCF : le pendu soutient la corde	5
Un programme soumis au capital	5
Lycée Suger Saint-Denis : non aux violences policières	6
Démagogie et exploitation politicienne	6
Manifestons le 19 mars !	6
Bavures : un policier condamné	6
Démarches officielles : tracasseries pour usagers et salariés	7
L'État et les routes : désengagement croissant	7
SNCF : hausse des prix et cadeaux au patronat	7
Lafarge : prêt à tout pour bétonner ses profits	7
Journée CGT du 21 mars : les vœux pieux ne suffiront pas	12

CentraleSupélec : grève sur les campus 12

Pôle emploi : moins de personnel, c'est plus d'offres bidon 12

Saint-Jean-de-Braye : journée de grève réussie au lycée 12

LA CAMPAGNE DE NATHALIE ARTHAUD

Échos de campagne 8

Plus de 600 parrainages 8

Expropriation : réponse à la violence des patrons 8

Chômage : aux responsables de payer 8

La classe ouvrière est internationale 8

Voter pour un programme de lutte 9

Médias : équité, égalité... pipeau ! 9

Clause Molière : la droite bcbg renchérit sur le FN 9

Meeting à Paris, dimanche 26 mars à 15 h 9

Voyages collectifs gratuits 9

Réunions publiques 9

Médias 9

ENTREPRISES

Auchan : réorganisation sur le dos des salariés 13

Onet-Sanofi : les rois du vaccin craignent la contagion 13

Orange - Montpellier : emplois supprimés 13

Toray - Ain : aux frais de la collectivité 13

Pompiers en grève : ras les casques 14

Hôpital Nord - Franche-Comté 14

SNCF - Saint-Lazare : les méthodes de la direction en accusation 14

Pic-Rennes : postiers mécontents 14

DANS LE MONDE

Grande-Bretagne : du Brexit à la xénophobie d'État 10

Fukushima : la population trinque toujours 10

Turquie-Europe : concours de démagogie 11

Espagne : succès de la grève dans l'éducation 11

Migrants : liberté de circulation et d'installation 11

Afrique de l'Est : profits pour les multinationales, famine pour la population 16

Éthiopie : de la misère à la mort 16

RUSSIE 1917

Lénine : « Ce gouvernement ne donnera ni la paix, ni le pain, ni la liberté ! » 15

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Le programme de Fillon : tout pour les patrons

Avant d'être mis en examen pour détournement de fonds publics, Fillon a développé son programme économique lundi 13 mars. Aucune surprise, il reprend à peu près celui qu'il avait défendu lors des primaires de la droite, en annonçant plus d'argent pour les patrons et plus d'attaques contre le monde du travail.

Donc, il y aura des milliards pour le patronat, à commencer par la suppression de l'ISE, même si cet impôt sur les grandes fortunes est surtout symbolique et affecte peu les revenus du capital. Fillon envisage aussi, entre autres, de descendre jusqu'à 25 % le taux d'imposition des sociétés et de diminuer l'impôt sur le revenu des particuliers qui placent leur argent dans une PME. Pour faire bon poids, il propose en outre de transformer le CICE en baisse pérenne des cotisations patronales, en plus d'un nouvel allègement de

celles-ci de 25 milliards d'euros, le tout pour un total de 40 milliards d'euros.

Une partie de ces cadeaux serait payée en taxant tous les consommateurs, par une hausse de deux points du taux de la TVA, qui passerait à 22 %. Et ce qui ne représenterait qu'une brouille pour les plus riches pèserait lourdement dans le budget de la majorité de la population, en particulier des plus pauvres.

Une autre source de revenus serait prise dans la poche des travailleurs, en les faisant travailler plus, mais sans les payer

plus. Fillon envisage le retour aux 39 heures pour l'ensemble de la fonction publique, en poursuivant les réductions d'effectifs dans des services pourtant indispensables à la population. Dans le secteur privé, la loi fixerait à 48 heures hebdomadaires le temps de travail, laissant chaque patron libre de décider, en-dessous de cette limite, à partir de combien d'heures il paierait ses salariés en heures supplémentaires.

En ce qui concerne les droits des travailleurs, les lois Macron et El Khomri ont ouvert un boulevard à Fillon. Il veut donc poursuivre dans cette voie en proposant d'autoriser les licenciements collectifs sans motif économique ou, pour être plus exact, sans que les dirigeants d'une entreprise n'aient même plus à se donner le mal d'invoquer des



prétextes. Il veut en outre « sécuriser » les contrats de travail – entendre par là généraliser les contrats précaires – et « sécuriser » aussi les licenciements en plafonnant les indemnités prud'homales.

C'est donc une déclaration de guerre au monde du travail. Ce n'est pas nouveau, elle est dans la lignée de la politique suivie par

les gouvernements précédents. Elle est juste moins hypocrite, Fillon s'adressant exclusivement aux patrons, sachant qu'il a peu de chances de récolter des voix du côté des travailleurs. En revanche, si par extraordinaire il était élu, il ferait bien de ne pas oublier la mobilisation de ces derniers contre la loi El Khomri.

Marianne Lamiral

Clause Molière : contre la cause ouvrière

Le 9 mars, la région Île-de France dirigée par Valérie Pécresse a adopté le principe de la clause dite Molière. Cette mesure obligerait entre autres à l'usage du français sur les chantiers. Selon Pécresse, il s'agirait de faire barrage à la venue de travailleurs détachés d'autres pays de l'Union européenne.

Cette clause avait déjà été adoptée dans cinq régions, Auvergne-Rhône-Alpes dirigée par Laurent Wauquiez (Les Républicains, LR), Hauts-de-France dirigée par Xavier Bertrand (LR), Pays de la Loire (LR), Normandie (UDI) et Centre-Val de Loire dirigée par le Parti socialiste, ainsi que dans plusieurs départements comme la Charente, la Corrèze, le Nord, le Haut-Rhin, ou encore la Vendée.

« Bien loin des caricatures dans lesquelles certains voudraient nous enfermer, c'est une condition sine qua non pour la sécurité des travailleurs sur les chantiers », s'est justifiée sans rire Valérie Pécresse. L'argument est particulièrement cynique car, si des accidents surviennent dans

les chantiers, ce n'est pas parce que les travailleurs ne comprennent pas les mesures de sécurité, mais le plus souvent parce que les patrons ne les mettent pas en œuvre, par souci d'économies. La présidente de la région Île-de-France se moque évidemment de la sécurité sur les chantiers. Son seul souci est de laisser entendre qu'elle agit contre la présence de travailleurs étrangers. Tout le battage autour de cette mesure vise à répandre l'idée que les travailleurs détachés, majoritairement issus de trois pays, Pologne, Portugal et Espagne, viendraient voler l'emploi des travailleurs français.

Si les patrons licencient ou suppriment des emplois, sur des chantiers comme



JOELLE GALL

ailleurs, ce n'est certainement pas parce qu'il n'y a pas assez de travail pour tout le monde, mais parce qu'ils cherchent à faire le maximum de profit en économisant sur les coûts de production, comme ils disent. Valérie Pécresse ne veut certainement pas les en empêcher. Elle veut simplement ne pas perdre l'occasion de rejoindre la cohorte des politiciens qui, sous une forme ou sous une autre, veulent désigner l'étranger comme l'ennemi.

Aline Rétesse

Mélenchon garde-frontière

Interrogé sur l'immigration lors de l'émission On n'est pas couchés, Jean-Luc Mélenchon a déroulé la litanie habituelle des clichés, proposant en fait de poursuivre dans ce domaine la politique du gouvernement actuel. Il est même allé jusqu'à dire qu'il fallait « que les immigrés arrêtent de partir » de leurs pays et qu'il fallait « que chaque peuple

se développe » chez lui. Ben voyons, c'est simple. Vieux pays impérialiste et colonial, la France est une des puissances qui ont pillé, ravagé, bombardé la terre entière, jusqu'à en faire fuir les habitants. Maintenant, selon Mélenchon – et bien d'autres il est vrai – le plus simple serait d'imposer à ces misérables de rester crever chez eux !

AGENDA

Fêtes de Lutte ouvrière

Angers

Samedi 18 mars

à partir de 16 heures

Salle Aragon,

rue Joseph-Bara à Trélazé

à 19 heures : allocution de

Nathalie Arthaud

Montbéliard

Samedi 18 mars

à partir de 16 heures

La Roselière,

place du Champ-de-Foire

à 19 h 30 : allocution de

Michel Treppo

Et les 3, 4 et 5 juin

la grande fête annuelle

du week-end

de la Pentecôte

à Presles,

dans le Val d'Oise



PS : l'avenir avec Hamon ou avec Macron ?

Malgré l'épisode de la primaire à gauche, censée conférer au vainqueur une légitimité indiscutable, le candidat Hamon a bien du mal à rassembler le PS autour de sa candidature.

Pourtant, Hamon ne ménage pas ses efforts pour rallier ses ex-adversaires au sein du PS. L'ex-député frondeur a donné des gages aux ministres du gouvernement Hollande, qu'il critiquait sévèrement il n'y a guère, quitte à transformer le discours qu'il a tenu au cours de la primaire. Il n'est plus question d'abroger la

loi travail par exemple, et le revenu universel a subi quelques transformations. En visite aux Antilles, Hamon n'a pas manqué de saluer l'« excellent bilan du quinquennat de Hollande » en outre-mer.

Mais le discours du nouveau Hamon n'empêche pas les défections dans son camp au profit de Macron,

qui semble mieux placé dans les sondages.

Aussi, des caciques du PS, l'ancien maire de Paris Delanoë ou le député de Paris Caresche, ont annoncé leur ralliement au candidat d'En marche. D'autres satellites de la nébuleuse socialiste, comme l'ancien secrétaire du PC Robert Hue ou l'ancien maire communiste de Saint-Denis Patrick Braouzec, ont suivi la même trajectoire.

Valls a, lui, d'autres ambitions, qui expliquent une

attitude plus ambiguë. Prenant ses distances d'avec son ancien rival des primaires, il a déclaré à *Paris-Match* le 14 mars qu'en raison de l'importance des désaccords politiques il ne pouvait lui accorder son parrainage. Mais, pour le moment, il dissuade tous ses soutiens de rejoindre Macron et d'abandonner le navire socialiste. Il aura en effet besoin d'eux s'il veut jouer un rôle de premier plan, sinon le premier rôle, au sein du PS après la présidentielle.

Ces calculs politiques n'intéressent en rien les travailleurs. Macron et Hamon sont tous les deux d'anciens ministres de Hollande. Tous les deux sauront se montrer responsables vis-à-vis de la bourgeoisie. Quant aux responsables du PS, le choix entre Hamon et Macron se résume pour eux à la question : qui offrira les meilleures places et les meilleures perspectives de carrière ?

Gaëlle Régent



Quand Valls et Macron se cotoyaient dans le gouvernement Hollande.

Revenu universel : plus petit, moins universel

Depuis qu'il est officiellement le candidat du PS, Benoît Hamon est considérablement revenu sur son engagement de revenu universel qui lui avait permis de se démarquer de ses concurrents lors de la primaire de gauche.

Au début de la campagne de la primaire, il était question de verser 750 euros par mois à tous, sans condition de revenu. Hamon justifiait ce projet en expliquant que, en raison de la numérisation et de la robotisation, les emplois seraient condamnés à disparaître. Comme si le chômage était dû au manque de travail, et non à la politique du patronat qui supprime les emplois pour accroître ses profits !

Taxé d'utopiste par la droite du PS, Hamon n'a cessé de reculer et de réduire la voilure de son projet. Il a donc été question, non plus de 750 euros, mais de 600 euros, soit l'équivalent du RSA, augmenté de 10 %. Ensuite, le revenu a perdu son caractère universel, puisque Hamon le réservait aux jeunes de moins de 25 ans. Dernière

évolution en date annoncée à l'Émission politique jeudi 9 mars, il ne s'agirait plus que d'un complément de revenu dégressif, et imposable, pour les salariés touchant jusqu'à 1,9 fois le smic.

Dans toutes ces variantes, Hamon prévoit que l'État compense très légèrement le bas niveau des salaires et augmente un peu les minima sociaux. C'est donc en réalité un moyen de faire payer par l'ensemble des contribuables les conséquences du chômage de masse et du niveau insuffisant des salaires, dont le patronat est pourtant le seul responsable.

Ce qui devrait être universel, c'est un emploi et un salaire pour tous, financés par les profits accumulés par le patronat depuis des années.

Claire Dunois

Hamon aux Antilles : à la pêche aux voix

Cet article nous est envoyé par nos camarades de l'organisation trotskyste antillaise Combat ouvrier (UCI)

Benoît Hamon est venu tenter de « faire battre le cœur de la France » – le slogan de sa campagne – les samedi 11 et dimanche 12 mars en Guadeloupe, et les dimanche 12 et lundi 13 en Martinique. 350 personnes sont venues l'écouter à Fort-de-France et 250 à Pointe-à-Pitre-Abymes, dont la brochette de notables de la gauche patronale locale. (...)

Sachant que cette gauche-là a largement soutenu Hollande et contribué à son score de plus de 72 % en Guadeloupe et de plus de 68 % en Martinique, Hamon a déclaré que le quinquennat Hollande pour l'outre-mer était largement positif. De quoi faire battre le cœur des relayeurs en chef du PS aux Antilles, Letchimy et Lurel. Ce dernier, ex-ministre de Hollande et hollandais fidèle d'entre les fidèles, a renouvelé sa fidélité au vainqueur de la primaire socialiste.

Hamon a mis l'accent sur sa proposition phare de

revenu universel : le RUE (revenu universel d'existence.) Il devrait concerner ceux qui ont de faibles revenus, comme le RSA, et les jeunes de 18 à 25 ans, et serait de moins en moins universel. Avec 600 euros par mois au mieux, « il faut donner à ceux qui travaillent les moyens de vivre », a dit Hamon. C'est se moquer du monde !

C'est cela que Hamon propose contre le chômage et la précarité. Pourtant, avec 35 % de chômeurs, il s'agit du fléau majeur des Antilles, cause première de bien des maux qui en découlent, et qui fait toujours plus de ravages.

De l'extrême droite à la gauche hamoniste et mélenchoniste, aucun candidat n'a de véritable proposition sur le chômage. (...) Hamon et ses relais locaux ne disent pas un mot sur les gros possédants et autres gros békés qui se sont enrichis sur l'exploitation des esclaves, puis des esclaves modernes que sont les

salariés. Des travailleurs qui vivent l'enfer dans les plantations de bananes, qui sont durement exploités ailleurs, ils ne disent mot. Il est vrai que ce n'est pas leur monde. (...)

Hamon accordera 500 millions par an pour gommer les inégalités entre l'outre-mer et la métropole. Pas avare de promesses, il propose de ne pas dépasser vingt élèves par classe, d'indemniser des victimes du pesticide chlordécone, de maintenir la prime de vie chère des fonctionnaires.

En France, Hamon s'est dit frondeur. Mais il a été ministre de Hollande et complice du sale boulot contre les travailleurs. Il a préparé le terrain qui a conduit à la loi El Khomri, en tant que vieux cadre de l'appareil d'un parti qui, depuis des décennies, mène une politique antiouvrière. Alors, quand Hamon déclare à Fort-de-France, à propos de Le Pen : « Si elle est en capacité de gagner cette élection, c'est que nous avons manqué de courage », il ne croit pas si bien dire !

Combat ouvrier



Le Pen : elle prêche la guerre entre pauvres

Lundi 13 mars, Marine Le Pen, lors d'une conférence sur la citoyenneté, a accusé toutes les politiques d'immigration d'avoir rendu la situation incontrôlable, ajoutant : « D'intimidations en intimidations et d'agressions antifrançaises en actes terroristes, la perspective de la guerre civile n'est plus un fantasme. »

Mais qui pousse à cette guerre, sinon Marine Le Pen elle-même ? Vouloir limiter la protection sociale des étrangers, supprimer l'aide médicale, réduire l'accès à l'école pour leurs enfants, expulser et bloquer les frontières, faire l'amalgame entre les immigrés en général et les terroristes, n'est-ce pas vouloir que les travailleurs se fassent la guerre ?

Et qui y gagnera ? Sûrement pas « le peuple français des sans-voix » qu'elle prétend représenter, en bon apôtre des pauvres.

Ceux que Le Pen veut représenter, ce sont les patrons. Son programme de baisse de l'impôt sur les sociétés, de subventions, de crédits d'impôts, égal à

celui des gouvernements précédents, en témoigne. En bon auxiliaire de ces patrons aux salaires extravagants et des actionnaires qui empochent des milliards de dividendes, elle leur rend un service supplémentaire en suscitant un climat de méfiance, de rejet, voire de haine, entre les pauvres.

Désigner les immigrés comme boucs émissaires de tous les maux engendrés par le capitalisme en crise, le chômage, les bas salaires, les difficultés à vivre dans des logements précaires, c'est idéal pour le patronat. Le Pen oppose les travailleurs les uns aux autres, ceux qui ont une carte d'identité française aux étrangers, mais aussi

les salariés du privé à ceux du public, les chômeurs à ceux qui ont un emploi. Diviser pour régner est le meilleur moyen d'obscurcir la conscience des exploités et de les empêcher de s'unir contre leurs exploités.

Le Pen aime les travailleurs soumis. Elle stigmatise les syndicats, les travailleurs en lutte,

présentés comme des fauteurs de trouble, les grèves, qui sont justement le moment où ces différences entre nationalités, entre travailleurs précaires ou non, qualifiés ou non, s'effacent pour défendre des intérêts communs contre les patrons.

Le Front national mène une politique fondamentalement hostile aux

travailleurs. Accepter de le soutenir, de considérer les travailleurs d'une autre nationalité comme des ennemis, c'est se condamner à subir toujours plus le diktat des patrons. Prendre conscience que les travailleurs sont une seule et même classe est la seule façon pour eux de défendre leurs intérêts.

Sylvie Maréchal



Mélenchon et le PCF : le pendu soutient la corde

La direction du PCF a bien des tracas pour gérer le pèlerin dans lequel elle s'est volontairement fourrée, en évitant de présenter son propre candidat à l'élection présidentielle.

En se rangeant derrière Jean-Luc Mélenchon au prétexte de mieux préparer des alliances pour les élections législatives suivantes, Pierre Laurent et ses collègues se sont eux-mêmes passé la corde au cou.

Mélenchon a en effet annoncé que son mouvement présenterait des candidats de son mouvement, la France insoumise, surtout pour les législatives. Les dirigeants du PCF ont alors répliqué en faisant les yeux doux à Benoît Hamon, le candidat du PS, mais ils ne pouvaient démentir pas changer de cheval au milieu du gué. Puis, sans le dire tout en le disant, la direction du PCF a demandé à ses élus de ne pas se presser de donner leur parrainage à Mélenchon, pour faire pression et se laisser le temps de négocier les investitures. Mélenchon a donc dû attendre jusqu'au 14 mars pour avoir ses cinq cents parrainages d'élus.

En vertu de quoi, le candidat de la France insoumise a enfoncé le clou : il veut bien des militants du PCF dans le cortège pour la VI^e République, convoqué le 18 mars à Paris, mais il ne veut pas des banderoles et du cortège du parti.

Les militants du PCF

ne peuvent ignorer ce que veut Mélenchon : se servir des forces de leur parti pour se présenter et faire campagne, puis imposer son propre appareil, placer ses propres amis en lieu et place des élus du PCF. Cette manœuvre,

réédition de celle de Mitterrand autrefois, ne rencontre qu'une résistance bien molle de la part de la direction du PCF, voire pas de résistance du tout. En effet un certain nombre de ses dirigeants et élus sont convaincus, ou assurés, de rester en place, et ceux-là font campagne pour Mélenchon. D'autres, dont l'avenir est lié à un accord avec leurs collègues du

PS, sont nettement moins convaincus par cette alliance et cherchent des assurances de ce côté-là.

Beaucoup de militants et d'électeurs du PCF, plus préoccupés de défendre une politique qu'une carrière politique, sont désorientés par ce manque de perspectives. Cette situation n'est pourtant que l'aboutissement de dizaines d'années de

renoncements politiques, dont le fait de faire passer la participation à une majorité gouvernementale comme l'ultime moyen de lutte des travailleurs. Cela n'aura servi qu'à installer dans de confortables fauteuils des générations de politiciens, de Guy Mollet à Hollande en passant par Mitterrand, et à tromper les travailleurs.

Paul Galois

Un programme soumis au capital

Le programme économique qu'a proposé Jean-Luc Mélenchon dimanche 19 février prétend relancer l'activité. Il promet des augmentations de salaire, des embauches aussi bien dans le secteur marchand que dans le secteur public et associatif, la création de nouveaux secteurs d'activité.

Le financement, calculé au milliard près, viendrait d'une augmentation de l'impôt sur les plus riches, de la réorientation de certaines aides aux entreprises, de la fin des niches et de l'évasion fiscales.

Naturellement, pour lancer cette machine à 273 milliards d'euros, il faudrait au départ se financer en empruntant. Mais, promet Mélenchon, au bout de quelque temps la machine s'alimenterait elle-même, rembourserait ses dettes et voguerait vers les flots heureux du plein

emploi d'un côté, du profit capitaliste honnête de l'autre.

Même s'il reste dans le strict cadre de la société capitaliste, que personne ne conteste dans la gauche gouvernementale, même pas en paroles, ce projet comporte quelques mots susceptibles de mettre du baume au cœur de l'électorat de gauche. Mélenchon en effet parle de prendre, un peu, aux grandes fortunes, pour donner, pas grand-chose, aux travailleurs. Encore faudrait-il pour le croire avoir oublié Mitterrand qui promettait en 1981 de changer la vie, Hollande qui déclarait la guerre à la finance en 2012, et les désillusions consécutives !

Le passé de Mélenchon, politicien, sénateur socialiste, ministre, allié à géométrie variable, montre plutôt un hologramme de

Mitterrand qu'un défenseur des travailleurs.

Mais surtout, comment un gouvernement pourrait-il appliquer ces mesures, en admettant qu'il le veuille ? Il lui faudrait d'abord avoir l'accord des marchés financiers, c'est-à-dire des grandes banques internationales, pour emprunter. Or, comme le montre l'exemple de la Grèce, celles-ci prêtent pour passer le nœud coulant, et non pour sauver la veuve et l'orphelin. Il n'y a pas de financement possible d'une politique favorable aux travailleurs sans expropriation préalable des banques.

Mélenchon parle de deux millions d'emplois créés dans le secteur marchand, sans dire comment il compte contraindre les patrons à embaucher. Il parle de récupérer trente milliards d'euros en luttant

contre l'évasion fiscale. Mais comment faire si on ne lève pas le secret des affaires, si on ne donne pas aux travailleurs le droit de publier les comptes ? L'évasion fiscale n'est pas tant une question de lois que de respect de la propriété privée, fondement même de la société capitaliste. Quant à augmenter les salaires, Mélenchon veut imposer des discussions par branche. Elles existent déjà et ne servent à rien tant que les travailleurs ne contraignent pas le patron à céder.

Mélenchon se targue d'être insoumis et nombre de ses électeurs, particulièrement ceux apportés par le PCF, voudraient comprendre « insoumis aux diktats du capital ». Mais il ne recommande même pas aux travailleurs de l'être.

P.G.

Saint-Denis : non aux violences policières !

Mardi 7 mars, plus de 50 élèves ont été interpellés lors de l'évacuation du lycée Suger de Saint-Denis, alors que des jeunes venus de l'extérieur tentaient d'y mettre le feu.

Des incidents avaient déjà eu lieu la veille : poubelles incendiées, jets de pierres sur les vitres des salles. Cette fois-ci, plusieurs départs de feu à l'intérieur du lycée et une explosion de gros pétard (mortier) se sont produits vers 10 heures. Ce fut rapidement la panique, avec de nombreux lycéens courant dans les couloirs. Tandis que certaines classes étaient confinées, d'autres se ruaient en désordre vers la cour, accompagnées ou non de leurs enseignants. L'évacuation du lycée fut alors décidée.

Sortis sur le parvis par groupes successifs de cinquante environ, rapidement, les élèves se sont retrouvés piégés aux abords directs du lycée par les

cordons de police. En fait de protection, ils étaient pris au milieu des tirs de flashball et une cinquantaine d'entre eux étaient interpellés, sans distinction, certains blessés par des tasers, juste parce qu'ils se trouvaient au mauvais endroit au mauvais moment. Pendant ce temps, quelques groupes partaient sévir dans les autres lycées de Saint-Denis et piller des magasins au centre-ville.

Les élèves interpellés sont restés jusqu'à 36 heures en garde à vue, menottés, insultés, voire frappés, sans pouvoir pour certains contacter ni leurs parents ni un avocat. Certains policiers les ont filmés en riant et en faisant des selfies et disant :

« Alors, vous faites moins les malins ? ».

Cette violence et ce mépris ont révolté tout le monde : parents, professeurs et élèves. Ce qui s'est produit ce jour-là au lycée Suger est sans doute à relier au climat créé par le viol de Théo à Aulnay-sous-Bois et à l'impunité qui a suivi pour les policiers. Il est inadmissible que cela se soit traduit par de nouvelles violences à l'encontre

des lycéens.

Les habitants des quartiers populaires subissent cette violence policière au quotidien, avec les contrôles d'identité incessants, les fréquentes insultes racistes. Des élèves racontent qu'il est courant qu'ils soient interpellés et qu'on leur prenne, pour les humilier, une ou deux chaussures, qu'ils ne récupèrent pas toujours. Selon une autre, tout le monde

sait très bien quels sont les policiers les plus brutaux, les plus racistes...

Le comportement de la police est bien à l'image de la haine des pauvres de la part de ceux qui dirigent la société. Il contribue à développer une spirale de violence, et les événements du lycée Suger montrent que ce n'est certainement pas fini.

Correspondant LO

Exploitation politicienne

Les événements de Saint-Denis ont permis à certains politiciens de faire assaut de démagogie, en ayant recours à toutes les exagérations pour alimenter les peurs et récupérer des voix.

Fillon a évoqué ainsi « une véritable émeute, suivie d'une guérilla urbaine dans les rues ». Il a proposé de ramener la majorité

pénale à 16 ans et de couper les aides sociales aux parents concernés. Sans surprise, Marine Le Pen a tenu un discours dans le même registre. Ces politiciens qui s'insurgent quand la justice leur réclame des comptes n'ont pas de mots assez durs pour dénoncer l'insuffisance de la répression contre les jeunes des quartiers pauvres.

Mais la ministre de l'Éducation nationale n'a pas été en reste non plus. Alors qu'il était prouvé jeudi 10 mars que la police

avait procédé à des arrestations arbitraires, elle n'a pas eu un mot pour les condamner. Pire, elle les a cautionnées en exigeant des sanctions de la part de la justice.

La ministre est allée dans le sens de la droite et de l'extrême droite, ce qui lui a permis au passage de ne pas parler de la responsabilité de son gouvernement dans la dégradation de la situation des classes populaires.

Aline Urbain



Rassemblement du 18 février à Paris contre les violences policières.

Manifestons le 19 mars !

Dimanche 19 mars des familles de victimes de violences policières rejointes par de nombreuses associations, la Ligue des droits de l'homme, le MRAP, les syndicats CGT, FSU et Sud, le PCF, le NPA appellent à une Marche pour la justice et la dignité. Il s'agit de protester contre ces violences à répétition, mais aussi, de façon plus générale, contre le racisme et les discriminations.

La mort d'Adama Traoré dans un commissariat en juillet 2016, le passage à tabac et le viol de Théo en février dernier, à Aulnay-sous-Bois en Seine-Saint-Denis, la façon dont la justice a méprisé les familles,

l'impunité de fait dont jouissent les policiers, sont révoltants. À plusieurs reprises, des manifestations ont eu lieu, témoignant de l'émotion soulevée dans une large partie de la jeunesse populaire. Lutte ouvrière partage bien sûr cette émotion.

L'attitude de la police, la façon dont les autorités couvrent les policiers cogneurs sont à l'image du mépris du pouvoir et des classes dominantes à l'égard des jeunes des quartiers et, plus largement des travailleurs et des classes populaires. L'appareil d'État se montre pour ce qu'il est, c'est-à-dire avant tout un appareil

de répression dirigé contre les classes pauvres, quelles que soient leur origine et leur couleur de peau.

Lutte ouvrière appelle ses militants et sympathisants à participer à cette manifestation contre une violence et une oppression qui n'ont d'autre but que de maintenir le système d'exploitation. Elle le fera en affirmant l'internationalisme prolétarien sous le mot d'ordre « *Prolétaires de tous les pays unissez-vous* ».

La manifestation partira à 14 heures de la place de la Nation, à Paris, pour se diriger vers la place de la République.

Bavures : un policier condamné

Le 10 mars a eu lieu le jugement en appel du policier qui, en avril 2012, avait abattu Amine Bentounsi d'une balle dans le dos. Celui-ci était recherché par la police et tentait d'échapper à un contrôle d'identité.

Mis en examen, le policier avait comparu en justice à Bobigny en janvier 2016 et fut acquitté, malgré l'avis de l'avocat général qui avait requis contre lui cinq ans de prison avec sursis et l'interdiction d'exercer le métier de policier.

L'acquittement du policier au motif de la légitime défense avait alors provoqué la colère de la famille et des proches de la victime. Comment admettre cette légitime défense alors que la balle qui a tué Bentounsi lui a traversé le dos ? Ses proches menèrent le combat pour que l'affaire soit rejugée en appel.

Cette fois, en appel, le policier a été condamné. Un collègue qui avait affirmé avoir vu la victime menacer le policier, témoignage sur lequel s'appuyait la thèse de la légitime défense, s'est rétracté. Le policier a donc été condamné à cinq ans de prison avec sursis et cinq années d'interdiction de port d'arme.

La famille de la victime s'est dite soulagée de ce verdict, ainsi que le public venu la soutenir dans le tribunal, avec des banderoles réclamant « *Justice pour Amine* » et « *Stop aux violences policières* ». Pour une fois, un tribunal revient sur une décision qui exonérait totalement un policier de ses responsabilités. C'est une victoire symbolique pour les proches de la victime, même si ce jugement n'a même pas démis de ses fonctions le policier auteur du meurtre. Pourtant, c'est encore trop pour certains syndicats de police, qui se sont dits scandalisés et ont appelé à manifester.

Comment admettre qu'un policier puisse avoir tous les droits, y compris celui de tirer à vue et de tuer ? Pourtant, la loi votée début février à l'Assemblée, qui a assoupli les conditions de légitime défense pour les policiers, va encore plus dans ce sens.

Gaëlle Régent

LEUR SOCIÉTÉ

SNCF : hausse des prix et cadeau au patronat



Un ouvrage d'art de la LGV Tours Bordeaux.

La direction de la SNCF a annoncé que les tarifs qui s'appliqueraient sur les nouvelles lignes à grande vitesse, Paris-Bordeaux et Paris-Rennes, seraient globalement plus élevés.

Elle dit s'engager à ne pas toucher aux premiers prix et à ce que la hausse soit « limitée et toujours inférieure au gain de temps ». Mais les premiers prix ne concernent qu'une petite quantité de billets, assortis de fortes contraintes, car pris longtemps à l'avance et ni échangeables ni remboursables. Le tarif normal pour un billet Paris-Rennes augmentera tout de même de 6 euros, et le billet Paris-Bordeaux passera de 66 à 77 euros, soit une hausse de 15%.

Si la hausse est plus

importante sur Paris-Bordeaux que sur Paris-Rennes, c'est en raison d'un joli cadeau fait par la SNCF à Vinci. Ce grand groupe du BTP a obtenu une concession de cinquante ans pour gérer et exploiter cette ligne entre Bordeaux et Tours, par l'intermédiaire du consortium Lisea qu'il détient à 30%. C'est donc Lisea qui touchera les péages versés par la SNCF à chaque passage d'un train. Et ces péages, qui constituaient un tiers des coûts pour utiliser cette ligne, pèseront dorénavant pour 50% de ces coûts.

Encore un partenariat public-privé qui permettra à un grand capitaliste de s'enrichir davantage et qui sera payé par les usagers.

Valérie Fontaine

Démarches officielles : tracasseries pour usagers et salariés

À partir du 28 mars, les usagers ne pourront plus s'adresser à la préfecture pour obtenir une carte grise ou un permis de conduire. Les cartes nationales d'identité et les passeports ne seront plus délivrés dans toutes les mairies.

Cette réforme, appelée Plan préfectures nouvelle génération, a été lancée en 2015 par le ministre de l'Intérieur Cazeneuve. Elle prévoit que 47 plateformes, réparties sur tout le territoire, seront spécialisées dans la délivrance de l'un de ces papiers.

Officiellement, le ministre explique que l'objectif est « de simplifier les démarches quotidiennes des citoyens tout en facilitant les conditions de travail des agents ». Il s'agit en réalité de faire face au manque de personnel et de poursuivre la baisse des effectifs, aussi bien dans les mairies que dans les préfectures. Avec cette nouvelle organisation, le gouvernement espère passer de 4 000 salariés

chargés de s'occuper de ces quatre démarches à 1 500.

Cela aura des conséquences sur les salariés de ces services. À quelle intensification du travail seront soumis ceux qui garderont cette tâche ? Pour ne citer qu'un exemple, la préfecture de Bourges aura désormais à traiter 151 000 demandes de cartes d'identité, au lieu de 16 300 l'an dernier. Quelles mutations seront imposées au personnel et combien de salariés non fonctionnaires y perdront leur poste ?

Cette réforme se fera aussi au détriment des usagers. Toujours dans le Cher, ils ne pourront déposer ou recevoir leur carte d'identité que dans douze communes. Certaines

demandes pourront être faites par Internet, mais ceux qui n'y ont pas accès du fait de problèmes financiers, de zone blanche ou de difficultés à l'utiliser, seront pénalisés. Le gouvernement répond à l'inquiétude des maires en leur conseillant de mettre en place un service d'aide.

Dans la même veine, il ne sera plus possible de faire ces démarches en se rendant par exemple dans les préfectures et sous-préfectures de l'Aisne et de Champagne-Ardenne. Dans certains cas, le gouvernement compte faire prendre le relai par les auto-écoles, pour les permis de conduire, ou par les concessionnaires, pour les cartes grises.

Alors que le chômage reste très élevé, la volonté de supprimer des postes l'aggrave encore, tout en rendant la vie des classes populaires plus difficiles.

Inès Rabah

L'État et les routes : désengagement croissant

Un rapport du Sénat, rendu public début mars, alerte sur le manque d'entretien des routes en France. Cela concerne les routes nationales, départementales mais aussi, encore plus scandaleux, le réseau autoroutier.

L'État, qui a confié l'entretien d'une grande partie du réseau routier aux départements et aux communes, ne cesse depuis 2011 de diminuer les dotations aux collectivités territoriales. Du coup, celles-ci ont baissé les sommes

consacrées à l'entretien des routes. Quant aux routes dévolues à l'État lui-même, elles ne sont pas mieux entretenues.

Alors que l'Autorité de la concurrence a publié un rapport sur la rentabilité exceptionnelle des sociétés d'autoroutes, le rapporteur du Sénat pointe que « la proportion du réseau autoroutier dont l'état s'est dégradé a augmenté de 5% à 16% entre 2011 et 2014 ». Le protocole d'accord, conclu en avril 2015 entre l'État et les autoroutiers, reste secret,

l'État s'abritant derrière le secret des affaires. On ne sait donc rien des obligations qui incombent à ces sociétés qui ne se sont pas gênées pour augmenter les prix des péages.

Le gouvernement peut multiplier les campagnes de prévention sur la sécurité routière ; en laissant à ces sociétés la responsabilité des plus grandes routes sans aucune possibilité de contrôle, il montre le peu de cas qu'il fait de la vie des automobilistes.

Aline Urbain

Lafarge : prêt à tout pour bétonner ses profits

Le groupe franco-suisse Lafarge-Holcimplus, gros cimentier mondial, s'est dit prêt à fournir les matériaux pour construire le mur que Trump veut ériger à la frontière du Mexique. Le président américain projette d'investir 20 milliards de dollars pour le mur et 1 000 milliards de dollars pour d'autres chantiers. Cette entreprise, qui appartient au Cac 40, tient donc à être sur les rangs.

Aider à ériger ce mur contre les peuples ne pose pas de problème aux dirigeants de Lafarge. Ce groupe avait dans le passé fourni le ciment du mur de l'Atlantique à l'Allemagne hitlérienne. Au printemps 1942, en pleine Deuxième

Guerre mondiale, pour se protéger sur le front ouest, le régime nazi fit en effet construire 15 000 bunkers le long des côtes, des Pays-Bas aux Pyrénées françaises, en utilisant 80% de ciment français. Cela fit bondir le marché du BTP de 16 millions de francs en 1941 à 671 millions en 1943, ce dont le groupe Lafarge profita largement.

Plus récemment, en 2016, le cimentier a payé des impôts aux milices djihadistes en Syrie, pour pouvoir continuer à y faire fonctionner une cimenterie. Début mars, le groupe a finalement admis officiellement que son usine locale avait « fourni des fonds à des tierces parties dans le cadre

d'arrangements avec un certain nombre de ces groupes armés, dont des organisations interdites, afin de pouvoir continuer à fonctionner et d'assurer la sécurité du passage des employés ».

Ayrault, ministre des Affaires étrangères de Hollande, fait semblant de s'émouvoir de la récente décision de Lafarge de participer à la construction du mur de Trump, demandant

hypocritement au cimentier de bien réfléchir. Comme si avec des groupes capitalistes, Lafarge et les autres, ça n'était tout réfléchi : priorité aux profits.

A.R.





Nathalie Arthaud, candidate communiste

Échos de campagne

Mardi 7 mars, le Conseil constitutionnel a annoncé que Nathalie Arthaud avait dépassé la barre des 500 parrainages recueillis et qu'elle serait officiellement candidate. La campagne s'est donc encore accélérée.

Il y a d'abord eu le déplacement à Grenoble, puis à Limoges où Nathalie a été reçue sur le plateau de Fr3 avec une actualité riche en mobilisations: fermetures de classes dans des écoles, suppression d'emplois à la gare de La Souterraine, combat des travailleurs de GM&S Industry, une usine sous-traitante de PSA et Renault, mise en observation judiciaire après avoir été rachetée près d'une dizaine de fois...

Le lendemain, Nathalie était au banquet de Lutte ouvrière d'Argenteuil en région parisienne, accueillie par environ 450 personnes dans une ambiance très chaleureuse.

Côté médias, il y a eu l'invitation par Jean-Jacques Bourdin sur RMC.

La dernière fois, c'était en... 2012 ! Et puis il y a eu l'émission *On n'est pas couché*, diffusée très tard, dans la nuit de samedi 10 à dimanche 11 mars à 1 h 15, mais très regardée. L'expression « *en terrain ennemi* » y a pris un sens très concret. Les deux chroniqueurs, dans leur rôle, étaient agressifs. L'idée d'un salaire minimum à 1 800 euros net les a apparemment choqués. Mais quand Nathalie a demandé à l'un d'eux: « *Combien il vous faut pour vivre?* », elle s'est entendu répondre: « *Ça c'est de la démagogie.* » Dès le lendemain matin sur les marchés, malgré la diffusion très tardive, bien des camarades ont eu des retours très positifs sur cette émission.



Meeting à Argenteuil.

Enfin, Nathalie a été invitée sur la chaîne de télévision France Info qui a rediffusé un petit montage mettant en parallèle ses

discours avec ceux d'Arlette. Cela se voulait persifleur. Nous n'en tirons aucune gêne, au contraire. Cela illustre très bien la continuité

de la politique de Lutte ouvrière et le fait que, contrairement à beaucoup d'autres, ni Arlette ni Nathalie n'ont jamais retourné leur veste !

Expropriation : la réponse à la violence des patrons

Lors de l'émission *On n'est pas couché* sur France 2 samedi 10 mars, Nathalie Arthaud a affirmé la nécessité d'exproprier les patrons des grands groupes pour les contraindre à maintenir les emplois et augmenter les salaires, « *parce qu'on ne peut pas accepter que quelques grands groupes, quelques grandes fortunes, décident seuls de ravager des régions entières* ».

À la question d'une des journalistes: « *Les exproprier, cela veut dire quoi?* », Nathalie Arthaud a répondu que les exproprier cela veut dire: « *Vous voulez partir, eh bien partez. Mais nous on garde l'entreprise, les capitaux, les machines, le savoir-faire, les salariés, car nous sommes capables de faire tourner tout ça* ». Les deux

journalistes ont alors réagi par un: « *Mais c'est la dictature!* » « *Mais aujourd'hui, c'est la dictature d'une classe capitaliste qui impose toutes ses volontés et ses choix à l'ensemble de la société* », a rétorqué Nathalie Arthaud.

Cette dictature des grands groupes s'impose aux travailleurs, mais aussi aux petits agriculteurs, artisans

et petits commerçants. Face au chantage permanent à l'emploi, face à la violence de la perte de son emploi, c'est-à-dire de ses moyens de vivre et de faire vivre sa famille, il faut répondre par des mesures autoritaires. Si les patrons ne veulent pas tout perdre, ils se plieront à la volonté de la majorité. Le rapport de force dont ils usent et abusent pour imposer le blocage des salaires, des horaires décalés, une intensification du travail, le travail du dimanche, doit être renversé pour que la société ne continue pas à s'enfoncer dans la crise.

Inès Rabah

Plus de 600 parrainages

Mardi 14 mars au soir, le Conseil constitutionnel avait validé 623 parrainages d'élus en faveur de Nathalie Arthaud. Le geste de ces élus, essentiellement des maires de petites communes, souvent eux-mêmes travailleurs actifs ou retraités, permet à notre courant de se faire entendre dans

la campagne électorale. Nous les en remercions chaleureusement.

Le Conseil constitutionnel recevra encore des parrainages jusqu'au 17 mars et publiera la liste officielle des candidats au début de la semaine suivante.

Nathalie Arthaud en sera !

La classe ouvrière est internationale

Les candidats et les partis de gouvernement qui concourent à l'élection présidentielle rivalisent sur le terrain du nationalisme et du patriotisme. Tous reprennent en chœur ce mensonge que les travailleurs de ce pays seraient en concurrence et en compétition avec les autres travailleurs au-delà des frontières.

Le propre de la classe ouvrière est d'être la seule classe à n'être liée d'aucune façon à la propriété des moyens de production, où que ce soit. Dans tous les pays, sur tous les continents, elle est exploitée de la même façon par les capitalistes, quelle que soit leur nationalité. L'internationalisme n'est donc pas une question de morale, c'est la politique qui découle de la place réelle de la classe ouvrière dans la société. Et elle ne pourra s'émanciper, pour

construire une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme, qu'en unissant les forces et le combat des centaines de millions de travailleurs de par le monde.

Depuis plus de 180 ans, le mouvement ouvrier a lutté contre les idées réactionnaires. Il a combattu le patriotisme, le chauvinisme et le nationalisme véhiculés par la grande bourgeoisie. Ces idées internationalistes sont si fondamentales que, dès le début de leur lutte pour combattre les méfaits de l'exploitation capitaliste, les travailleurs ont commencé à se regrouper en organisations internationales.

Alors, brandir le drapeau du communisme et de l'émancipation des travailleurs de tous les pays est indispensable.

Paul Sorel

Chômage : aux responsables de payer !

Les négociations sur l'indemnisation des chômeurs ont repris le 7 mars entre le Medef et les syndicats. Les représentants du grand patronat proposent de reculer de 50 à 57 ans l'âge à partir duquel les chômeurs pourront toucher jusqu'à trois ans d'allocation chômage, alors qu'il est limité à deux ans pour l'ensemble des chômeurs.

« *Une personne de plus de 50 ans a moins de chances que le reste de la population d'être*

au chômage mais, lorsqu'elle y est, elle a plus de chances d'y rester longtemps », dit le Medef. La logique voudrait donc, que dans ce cas-là, elle soit indemnisée plus longtemps. Mais non, le prétexte invoqué est qu'un senior est au chômage par manque de formation, et qu'il pourrait rebondir s'il faisait des efforts!

Comme toujours, la seule façon envisagée par les patrons pour renflouer le régime d'assurance-chômage

est de s'en prendre à une catégorie ou une autre de chômeurs. Pourtant, ils n'ont pas choisi d'être au chômage et ils ne demanderaient pas mieux que d'avoir un emploi.

Grands patrons et financiers sont les seuls responsables du chômage. À eux de le financer, en attendant que les travailleurs leur imposent l'interdiction des licenciements.

M.L.



Voter pour un programme de lutte

Tous les candidats aujourd'hui sur le devant de la scène font des promesses électorales, qu'ils s'empresseront de trahir s'ils sont élus. Ils enfilent le costume du sauveur suprême pour endormir les électeurs. Le programme que Nathalie Arthaud met en avant n'a rien à voir avec ce cirque électoral.

Elle l'a rappelé lors de son passage au journal de TF1 le 14 mars : « *Tout ce que les travailleurs ont obtenu en termes d'avancées sociales, ils l'ont arraché par leurs grèves, par leur mobilisation. Ça n'a jamais été donné par en haut.* » C'est une des leçons principales du mouvement ouvrier et de son histoire. Pour gagner le droit d'envoyer les enfants à l'école plutôt qu'à la mine, pour travailler moins de dix heures par jour, pour avoir des congés payés, pour avoir des augmentations de salaire, les travailleurs ont toujours dû se battre. Même pour faire respecter les lois existantes, il leur faut imposer un rapport de force au patronat. « *Même pour obtenir cette chose toute simple que les intérimaires, dans les grandes entreprises, aient eux aussi accès à la prime d'intéressement, il faut se battre* », a encore fait remarquer Nathalie dans cette même émission.

Compter sur un politicien, quel qu'il soit, en espérant être défendu

lorsqu'il sera au gouvernement, c'est accepter d'avancer d'être trahi, floué. Et c'est aussi se désarmer avant le combat. Tout le monde sait qu'après mai 2017 les coups vont pleuvoir : contre les emplois, contre les fonctionnaires, contre les retraites, contre les chômeurs. Alors, il faut se préparer à lutter collectivement, à imposer les droits des travailleurs dans cette société.

Mais les combats se préparent d'abord dans la tête. Voter Nathalie Arthaud, ce sera affirmer que les intérêts des travailleurs doivent passer avant les profits des capitalistes, avant les dividendes des actionnaires. Ce sera se préparer à la riposte, en mettant en avant les revendications indispensables qu'il faudra arracher. Il faut porter ces idées haut et fort, pour les faire connaître par le maximum de travailleurs, en convaincre le plus possible, s'organiser pour l'avenir.

Marion Ajar

Médias : équité, égalité... pipeau !

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a défini des règles à destination des médias. Elles sont censées faire respecter l'équité entre les candidats à l'élection présidentielle, sur une période allant du 1^{er} février au 10 avril. Puis les deux dernières semaines de la campagne devraient être une période d'égalité.

Or les temps de parole des candidats et de leurs soutiens, calculés entre le 1^{er} février et le 5 mars, montrent ce qu'il en a été dans les principaux médias. Les « grands » candidats sont évidemment les mieux servis : 121 heures pour Fillon, 105 pour Hamon, 81 pour Macron, 80 pour Le Pen et 46 pour Mélenchon. C'est pure logique, diront les

propriétaires et directeurs de chaînes privées comme publiques.

Mais même des politiciens qui seront d'évidence absents du scrutin ont été bien servis, comme Yannick Jadot, d'Europe Écologie-Les Verts, qui a bénéficié de 11 heures, Henri Guaino, le député LR des Yvelines, avec près de 8 heures, ou Michèle Alliot-Marie, ancienne ministre de Sarkozy, avec plus de trois heures et demie.

Nathalie Arthaud, qui est effectivement candidate, a pu en tout et pour tout être entendue pendant deux heures. Et voilà l'équité telle que la conçoivent les médias, qu'ils soient aux mains de groupes privés ou de l'État.

Viviane Lafont

Meeting à Paris Dimanche 26 mars - 15 h

**Eurosites - Dock Pullman
Saint-Denis/Aubervilliers
Avenue des Magasins-Généralux
Bâtiment 137**

Accès transports en commun

Métro Front Populaire - Ligne 12 (sortie N°1 Léon Blum-Magasins Généralux)
Bus 239 : arrêt NetSqu@Re
Tramway / RER Rosa Parks (1000m à pied pour le Dock Pullman, ou bus 239)

Accès en voiture

Par la Porte de la Chapelle : 50, avenue du Président-Wilson - 93210 La-Plaine-Saint-Denis
Par la Porte d'Aubervilliers : 45, avenue Victor-Hugo 93300 Aubervilliers



Attention, le passage à l'heure d'été aura lieu du samedi 25 mars 2017 au dimanche 26 mars 2017 : la meeting débutera à 15 heures, heure d'été. On pourra accéder à la salle dès 13h 30.

Voyages collectifs gratuits pour le meeting de Paris

De très nombreux départs collectifs sont organisés pour venir au meeting du 26 mars à partir de la région parisienne, mais également depuis de nombreuses villes. N'hésitez pas à contacter nos camarades locaux pour connaître les

horaires et les modalités de ces voyages collectifs en train ou en autocar. On peut également nous contacter par téléphone ou par mail, aux coordonnées indiquées sur notre site national ou sur nos sites régionaux.

Clause Molière : la droite BCBG surenchérit sur le FN

Après Laurent Wauquiez dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, c'est au tour de Valérie Pécresse en Île-de-France de mettre en place une clause de restriction des marchés publics pour les entreprises qui n'imposeraient pas l'usage du français sur les chantiers.

En pleine campagne présidentielle et avec d'évidentes visées pour les élections législatives qui suivent, ces politiciens de droite, très bon chic bon genre, usent de la pire démagogie xénophobe. C'est répugnant.

Ils osent parler de sécurité sur les chantiers. Mais depuis quand se soucient-ils de la sécurité des travailleurs ? C'est la soif du profit qui rend le travail extrêmement dangereux sur les chantiers et dans les entreprises en

général. Et c'est la solidarité entre salariés, au quotidien, celle de ceux qui sont au coude à coude comme exploités, quelle que soit la langue plus ou moins bien parlée, qui empêche bien des accidents.

En reprenant hypocritement à Le Pen l'idée de la préférence nationale, ils font, comme elle, la politique du grand patronat : dresser les travailleurs les uns contre les autres.

Quand une partie des travailleurs sont visés, c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui est attaquée. Et la force des travailleurs réside dans leur solidarité. Seule l'union de tous les exploités fait leur force.

communiqué de
Nathalie Arthaud,
le 14 mars

Réunions publiques

Bordeaux

Jeudi 16 mars
à 19 heures
Athénée municipale
Place Saint-Christoly

Toulouse

Vendredi 17 mars
à 20 h 30
Salle du Sénéchal
17, rue de Rémusat

Rennes

Jeudi 23 mars
à 19 heures
Carrefour 18
7, rue d'Espagne

Strasbourg

Dimanche 2 avril
à 16 heures
Palais des Congrès
Place de Bordeaux

Dans les médias

Dimanche 19 mars à 22h00: LCI

Lundi 20 mars: L'Autre débat, organisé par Explicite sur Internet.

Mardi 22 mars à 20h30: Live Médiapart.

Dimanche 25 mars de 8h40 à 8h50: Invitée de LCI Matin.

Lundi 27 mars à 8h30: Invitée de France Info.

Mercredi 29 mars entre 12 heures et 13 heures: Forum Sciences Po, en partenariat avec Europe 1 et le JDD

et à 18h15: Itélé, invitée de Laurence Ferrari.

Jeudi 30 mars de 7h50 à 8 heures: RFI.

Jeudi 30 ou vendredi 31 mars, à partir de 18h30: Bondy Blog (diffusion sur leur chaîne Youtube).

Samedi 1er avril, 2ème partie de soirée: On n'est pas couché.

Jeudi 6 avril à 8h45: LCP - France Bleu

et à 7h40 France 2: aux 4 Vérités

Lundi 10 avril de 19h10 à 19h25: Itélé

Attention: les horaires des émissions peuvent être modifiés indépendamment de notre volonté.

Grande-Bretagne : Brexit et xénophobie

Le gouvernement de Theresa May a finalement réussi à obtenir l'aval du Parlement pour que la Grande-Bretagne se retire de l'Union européenne (UE). Sauf coup de théâtre, les deux années de marchandages prévues par le traité de Lisbonne pour définir les relations futures de la Grande-Bretagne avec l'UE devraient donc débiter à la fin mars.

Cela ne s'est pas fait sans mal. Sur ordre de la Cour suprême, May a dû en passer par un débat public au Parlement, ce qu'elle avait cherché en vain à éviter. Non pas qu'elle ait eu à craindre le vote des députés, après la décision du leader travailliste Jeremy Corbyn de « ne pas faire obstacle » au Brexit par « respect pour la volonté du peuple ». Néanmoins, May redoutait que ce débat public souligne les âpres divisions que suscite le Brexit dans la classe politique, jusque et y compris au sein de son propre Parti conservateur, tout en soulevant des questions embarrassantes quant à ses conséquences. Et cela n'a pas manqué.

Difficultés au Parlement

Ainsi, le parti nationaliste écossais SNP a profité de l'occasion pour exiger la tenue d'un deuxième référendum sur l'indépendance écossaise, au motif que le vote contre le Brexit avait été largement majoritaire en Écosse. Et cette

fois, évidemment, la réaction furieuse de May, accusant le SNP d'affaiblir la Grande-Bretagne dans ses marchandages avec l'UE, manquait quelque peu de crédibilité.

Mais c'est surtout à la Chambre des lords que les choses se sont corsées : les opposants au Brexit y étant majoritaires, ils ont tenu à se faire entendre.

Cette rébellion symbolique a pris la forme de deux amendements au texte gouvernemental : l'un exigeant que l'issue finale des négociations avec l'UE soit soumise à l'approbation du Parlement ; et l'autre que les droits des 3,2 millions de résidents européens en Grande-Bretagne soient immédiatement garantis. Or l'un et l'autre ne pouvaient qu'affaiblir la position précaire de May dans le bras de fer qu'elle s'apprête à engager. Et, même si elle n'a eu aucun mal à obtenir que ces amendements soient finalement repoussés, les questions qu'ils ont soulevées dans les médias n'arrangent pas May.



Manifestation contre la xénophobie en Angleterre : « Ton chez-toi est là où tu es ».

Tracasseries xénophobes

En particulier, la multiplication des tracasseries bureaucratiques à l'encontre des ressortissants de l'UE, largement rapportée par la presse à cette occasion, choque bien des gens. C'est ainsi que les postulants au statut de résident permanent – quasiment un droit jusqu'à présent après cinq ans de résidence – doivent désormais remplir un invraisemblable formulaire de 85 pages, où ils doivent apporter les preuves, entre autres choses, du fait qu'ils n'ont jamais bénéficié d'allocations sociales (chômage, allocation familiale ou d'invalidité, allocation logement, etc.), ni de soins médicaux fournis par le Service national de santé (qui sont gratuits pour tous).

Pourtant, les ressortissants de l'UE sont toujours censés bénéficier des mêmes droits sociaux que les citoyens britanniques et rien n'est encore venu dire le contraire dans la loi. Mais qu'importe. Un nombre croissant de

postulants se sont vus déboutés : par exemple, des femmes pour avoir bénéficié de congés maternité, ou encore des travailleurs accidentés du travail pour avoir touché des allocations d'invalidité. Pire même, pour toute réponse à leur demande, nombre de postulants ont reçu une lettre comminatoire du ministère de l'Intérieur leur intimant : « Préparez-vous à quitter le pays. » Tel a été le cas de mères de famille, mariées à des Anglais et résidant dans le pays depuis plus de vingt ans, dont le seul crime était d'avoir cessé de travailler pendant quelques années pour élever leurs enfants ou de ne pas disposer d'assurance-maladie privée !

À ce jour, on n'a rapporté aucun cas de citoyen européen qui ait été déporté sur de telles bases. Mais les tracasseries xénophobes sont bien là. Sont-elles l'expression d'une politique délibérée du gouvernement May, préparant à ce que deviendra la Grande-Bretagne après sa sortie de l'UE ? Ou bien reflètent-elles les excès de zèle de bureaucrates qui se sentent renforcés dans

leurs préjugés xénophobes par l'atmosphère générale créée par le Brexit ?

Sans doute s'agit-il d'un mélange des deux. Mais cela donne une idée du genre de société que les champions du Brexit préparent, non seulement pour les travailleurs de l'UE en Grande-Bretagne, mais aussi pour les travailleurs britanniques et de toute nationalité. Car ces pratiques discriminatoires xénophobes vont de pair avec un tour de vis général contre les bénéficiaires du système de protection sociale, comme ces handicapés que May cherche à priver par tous les moyens de leurs allocations.

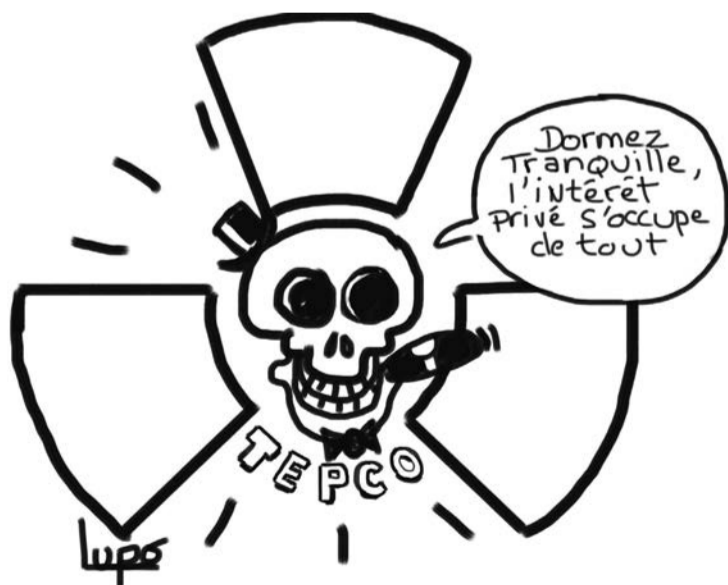
Pour les communistes révolutionnaires, la classe ouvrière est une et indivisible, quelles que soient les divisions artificielles, nationales ou autres, que la société capitaliste crée dans ses rangs. Face aux attaques qui la visent, elle ne dispose que d'une seule réponse efficace : en mobilisant l'ensemble de ses forces, par-delà les divisions qu'on veut lui imposer.

François Rouleau

Fukushima : la population trinque toujours

Samedi 11 mars, des foules de Japonais ont commémoré la catastrophe de Fukushima survenue y a six ans. Un séisme de magnitude 9 avait déclenché un tsunami sur la côte nord-est de l'île centrale du Japon, à 300 km au nord de Tokyo. La vague de 15 m de haut avait ravagé la côte sur 500 km, faisant plus de 18 000 morts et endommageant gravement la centrale nucléaire.

Dans celle de Fukushima Daiichi, mise en service en 1971, trois réacteurs nucléaires étaient entrés en fusion et avaient été complètement détruits. Les matières contaminées polluaient la région à des dizaines de kilomètres à la ronde, et un nuage radioactif faisait en quelques semaines le tour de la planète,



comme lors de l'accident de Tchernobyl en Ukraine en 1986.

Une zone de 20 puis de 30 km était totalement évacuée, comprenant 123 000 personnes,

et 400 000 étaient déplacées temporairement, en attendant que les installations dangereuses soient circonscrites et isolées. Depuis, certains habitants sont peu à peu revenus, au

fur et à mesure que l'accès aux différentes communes était autorisé. Il y a un an, il restait 80 000 personnes déplacées, dont 50 000 de la préfecture de Fukushima.

Aujourd'hui, il semble que les autorités poussent les réfugiés à revenir. Beaucoup n'en ont pourtant aucune envie. Les terres ont été théoriquement décontaminées, mais qui garantit qu'on peut y revenir en toute sécurité ? La compagnie Tepco (Tokyo Electric Power Company), propriétaire et exploitant de la centrale, premier producteur mondial privé d'électricité, a montré au fil des années son irresponsabilité, économisant sur l'entretien et la sécurité des centrales, dissimulant les incidents et falsifiant les rapports pour assurer à ses actionnaires

un maximum de profits. Quant à l'État japonais, il a toujours été solidaire de Tepco, y compris quand la compagnie lui mentait effrontément.

Pour combattre ces réticences légitimes et inciter au retour dans les communes dont l'accès a été autorisé, l'État s'apprête à mettre fin aux aides au logement dont bénéficiaient les personnes évacuées. Les moins riches n'auront plus le choix et devront revenir habiter les zones contaminées en 2011 et qu'on leur dit sûres aujourd'hui. Les autorités comptent visiblement plus sur la pression financière que sur la confiance... que les habitants ont toutes les raisons de ne pas leur accorder.

Vincent Gelas

Turquie-Europe : concours de démagogie

Des réunions de propagande du parti du président turc Erdogan, où des ministres de son parti, l'AKP, devaient prendre la parole, ont été annulées, voire interdites dans plusieurs pays d'Europe, et les orateurs refoulés. Après l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse, cela a été le cas des Pays-Bas.

La réaction d'Erdogan, criant au nazisme et rompant les relations diplomatiques avec La Haye, s'inscrit dans une stratégie de rassemblement de ses électeurs potentiels à l'occasion du futur référendum constitutionnel en Turquie.

Comptant sur le succès du référendum du 16 avril pour intensifier sa mainmise sur le pouvoir en Turquie, Erdogan se livre à une propagande effrénée pour le oui, d'autant plus que, selon les milieux de l'opposition, le non l'emporterait, y compris parmi les partisans de l'AKP. En supprimant le poste de Premier ministre et en autorisant le président à intervenir directement dans le domaine judiciaire, la révision constitutionnelle le mettrait en outre à l'abri des poursuites et lui permettrait de rester au pouvoir jusqu'en 2029. La propagande d'Erdogan vis-à-vis des résidents turcs des pays européens, censée amener ces derniers à participer nombreux au référendum en approuvant la réforme, se satisfait assurément des interdictions plus ou moins gênées qu'ont rencontrées les organisateurs.

Après les réunions

annulées par les municipalités en Allemagne, puis en Autriche et en Suisse, les autorités néerlandaises ont adopté la même attitude, et ce d'autant plus fermement que des élections législatives devaient s'y dérouler le 15 mars. Rivalisant de démagogie nationaliste avec son rival d'extrême droite, le parti conservateur au pouvoir aux Pays-Bas, dans un calcul électoral lamentable, s'est empressé de reconduire à la frontière les ministres turcs venus prendre la parole. Le gouvernement français, en revanche, a autorisé la tenue d'une de ces réunions à Metz le 12 mars, ce qui lui a valu des protestations, tant de la part de Fillon que de Le Pen et Macron, sans oublier Dupont-Aignan.

Certes, les intentions politiques d'Erdogan sont claires : il fait tout pour renforcer sa quasi-dictature sur la population turque, après avoir éliminé ou neutralisé ses opposants à la suite du coup d'État manqué de juillet dernier. En huit mois, plus de 120 000 fonctionnaires ont été licenciés, plus de 71 000 arrestations ont eu lieu, des milliers restent

en prison. Chaque semaine on apprend l'arrestation ou la suspension de plusieurs dizaines de policiers, de militaires. Des enseignants sont licenciés sans indemnités, dans le cadre de l'état d'exception, ou arrêtés sous l'accusation de sympathies pour les « terroristes » gülenistes ou kurdes.

Mais les gouvernements occidentaux qui refusent la tenue de réunions de l'AKP sur leur territoire ne reculent pas non plus devant les manipulations électorales. Les élections

américaines n'ont-elles pas donné lieu à des rassemblements à l'appel du Parti démocrate, comme à Berlin l'an dernier, ou du Parti républicain ? Une Nuit des élections a même été organisée à Toulouse en novembre, pour suivre les résultats en direct. Quant à Fillon, Macron, Le Pen et Hamon, candidats à la prochaine présidentielle en France, n'ont-ils pas fait la tournée des électeurs potentiels à Londres, à Berlin, à Beyrouth ? Les Fillon, Le Pen et autres n'ont pas de

problème avec la dictature d'Erdogan, ils saisissent juste l'occasion de flatter les sentiments réactionnaires et xénophobes, voire jouent la carte du racisme et de l'anti-islam.

Et, sur ce plan, leur démagogie fait la paire avec les envolées antioccidentales d'Erdogan qui, au passage, n'oublie pas de faire du chantage avec la vie des réfugiés en route vers l'Europe, en menaçant de ne plus les arrêter en Turquie.

Viviane Lafont

Migrants : liberté de circulation et d'installation !

En septembre 2015, un certain nombre d'États de l'Union européenne, dont la France, s'étaient engagés à accueillir en deux ans 160 000 réfugiés arrivés en Grèce ou en Italie. À six mois de l'échéance, seulement 13 500 demandeurs d'asile ont été accueillis, soit 8% de l'objectif affirmé.

La Hongrie, l'Autriche et la Pologne ont refusé dès le départ de s'associer à cet objectif, tandis que d'autres n'ont pas respecté leurs engagements. Ainsi, la France n'a pas atteint le cinquième de sa promesse.

Ce non-respect des engagements pèse en

particulier sur les migrants originaires de Syrie et d'Érythrée, autorisés à demander l'asile, mais sans garantie d'une réponse favorable. Quand ils ne sont pas expulsés, les déboutés du droit d'asile sont contraints à la clandestinité. Selon la Commission européenne, les États membres pourraient avoir plus d'un million de personnes à renvoyer, parmi les migrants arrivés ces deux dernières années et dont les demandes d'asile ont été ou vont être rejetées.

Entre les travailleurs immigrés qui ont obtenu le droit d'asile, ceux à qui ce droit élémentaire a été

refusé et la grande majorité des migrants qui n'ont pas même eu la possibilité d'effectuer une telle demande, quelle différence ? Avec ou sans papiers, régularisés ou clandestins, leur différence de statut découle de décisions arbitraires des tribunaux et des préfets. Avec ou sans papiers, ils sont les frères des travailleurs d'ici. Ils sont destinés à faire partie de la même classe ouvrière, n'en déplaise à tous les démagogues qui n'ont que le mot France à la bouche. Qu'ils puissent se déplacer et s'installer librement, serait la moindre des choses.

Jean Sanday

Espagne : succès de la grève dans l'éducation

Le 9 mars, dans l'ensemble de l'Espagne, une vague de protestation s'est traduite par des manifestations très massives contre les mesures gouvernementales qui visent à restreindre pour la jeunesse issue des classes populaires l'accès à l'éducation, à la formation et a fortiori aux études supérieures.

L'ampleur de ce mouvement ainsi que d'autres, sur les droits des femmes ou sur l'accueil des immigrés, est un encouragement pour tous ceux qui refusent la politique du gouvernement de droite. Nous publions ci-dessous des extraits de l'éditorial des bulletins d'entreprise de nos camarades de Voz Obrera (Espagne-UCI).

Le ministre de l'Éducation a beau mentir en disant que la grève dans l'éducation du 9 mars a eu une incidence minime, la réalité dément son discours. Il apparaît que la grève a été très largement suivie dans les lycées et les universités, un peu moins dans les établissements du primaire.

L'appel à la grève concernait toutes les catégories, les parents, les élèves et

les professeurs. Elle était organisée à l'échelle du pays, pour rappeler que la loi imposée il y a plusieurs années par le Parti populaire (PP) est toujours aussi inacceptable. Ce n'est pas le premier mouvement d'ampleur contre la Lomce, une loi que le PP, toujours au pouvoir, ose présenter comme un progrès, alors qu'elle s'accompagne de coupes budgétaires lourdes de conséquences, en

particulier pour les jeunes des classes populaires. Depuis que le PP est au pouvoir, c'est la troisième grève dans l'éducation qui a réuni tout ce secteur. Elle a été largement suivie par 65% des enseignants, 85% des élèves, des étudiants et des familles.

Cette Lomce, que le gouvernement présente comme une loi destinée à améliorer la qualité de l'éducation, est

celle qui a été la plus rejetée dans la période récente. La protestation s'est traduite par des manifestations qui ont atteint des records depuis la fin de la dictature franquiste. Comment ceux qui l'ont imposée osent-ils parler d'améliorer la qualité de l'enseignement, quand les mesures qu'elle préconise se traduiraient par une coupe budgétaire de presque 9 milliards

d'euros.

Cette loi indigne d'autant plus qu'elle vise indirectement à satisfaire une vieille aspiration de la droite espagnole, qui voudrait que les études soient réservées aux élites et aux milieux riches, tout en laissant de côté l'éducation pour les classes populaires, c'est-à-dire pour la majorité de la population. C'est pourquoi la loi prévoit des examens éliminatoires qui canalisent la formation des élèves tôt avec un système d'exams de fin d'études conduisant de nombreux jeunes dans l'impasse. Des mesures ont été abandonnées devant l'ampleur des manifestations.

Étudiants, professeurs, parents ont raison de s'opposer à cette loi concernant l'éducation. Ils défendent aussi l'école publique et une éducation de qualité pour tous.

Voz Obrera



Manifestation du 9 mars pour l'accès à l'éducation.

Journée CGT du 21 mars : les vœux pieux ne suffiront pas

Le 21 mars la CGT appelle à une journée nationale interprofessionnelle de mobilisations. Il s'agit, selon la confédération, d'agir pour la « reconquête de l'industrie et des services publics ».

Dans son appel, la CGT décrit ce que serait une économie où chacun trouverait son compte, les salariés, les consommateurs, les territoires et même la nature. On produirait pour les besoins de la population, les investissements publics contribueraient à un développement harmonieux, le chômage serait résorbé par la croissance économique et par la

diminution du temps de travail. On pourrait même augmenter les salaires et résorber la précarité.

Tout cela serait sans doute très bien, mais il reste un problème : comment faire pour convaincre le patronat ? Car, pour l'instant, le grand patronat est maître chez lui. C'est lui qui décide ce qu'on produit, où et comment. C'est lui qui ferme, souvent,

et ouvre, rarement, des usines. C'est lui qui bloque les salaires, supprime les emplois, impose la précarité généralisée, attaque les retraites. C'est l'État qui défend ses intérêts, qui fracasse les services publics pour pouvoir subventionner le grand capital. C'est le même État qui mène la guerre aux travailleurs, chaque jour, partout et toujours, et y compris lorsqu'il est dirigé par un gouvernement qui se dit de gauche. Le système capitaliste en crise, autre notion absente de l'appel syndical, ramène en arrière toute la société

afin que les profits soient augmentés. L'appel syndical peut-il suffire pour inverser cette évolution ?

Pour remonter la pente, les travailleurs devront se battre durement, en masse, avec des objectifs qui en valent la peine. Pour faire reculer le grand patronat, il faudra être assez forts pour lui faire craindre de tout perdre, comme en 1936. Ne pas dire cette vérité aux travailleurs, c'est leur bander les yeux et leur lier les mains.

La situation du monde du travail se dégrade chaque jour, depuis des

dizaines d'années, sous les coups portés tout à fait consciemment par le patronat. Les travailleurs le voient et le savent. La direction de la CGT se contente là de leur dire que « ce serait bien si cela se passait autrement », sans même indiquer par quel chemin arriver dans ce paradis.

Le rapport de force entre le patronat et les travailleurs ne s'inversera pas du jour au lendemain. Mais la moindre des choses serait d'indiquer la voie pour le faire.

Paul Galois

CentraleSupélec : grève sur les campus

Au nouveau campus de CentraleSupélec, en cours de création sur le plateau de Saclay dans l'Essonne, la grève reconductible a été déclenchée le 13 mars. La direction venait d'annoncer le recalcul du temps de travail qui subtiliserait aux salariés de 5 à 7,5 jours de congés.

Le nouveau campus vise à rivaliser avec les plus grandes universités mondiales. Mais, si l'argent public coule à flots pour les capitalistes du béton, il n'en est pas de même pour les travailleurs qui font tourner l'établissement au quotidien. Depuis que la fusion des deux grandes écoles Centrale et Supélec a eu lieu il y a deux ans, ils ne voient que des reculs.

Pour ceux de l'ex-école Centrale de Châtenay-Malabry, un déménagement a été imposé sans se préoccuper des salariés. Ceux de l'ex-Supélec ont changé de statut, vu leur salaire bloqué et leur travail désorganisé. Et, à quelques mois de l'ouverture des nouveaux bâtiments, certains découvrent qu'on a prévu de les entasser à douze dans un bureau, ou encore que 26 étudiants en thèse cohabiteraient dans un seul espace. À cela s'ajoute une menace sur la survie des deux campus plus petits de Metz et de Rennes.

Sur les quatre campus, des assemblées générales ont réuni environ 250 salariés grévistes, dont plus de la moitié se sont retrouvés à Châtenay pour entourer la salle où se réunissaient le

directeur et ses adjoints. La direction a alors proposé aux représentants du personnel... une discussion, qu'elle a renouvelée le lendemain, alors que depuis des mois elle les traitait par le mépris.

Après ce premier succès, la grève continue pour lui faire remballer complètement sa mesure. Beaucoup de salariés vivent pour la première fois une grève dynamique.

Un comité de grève et une caisse de solidarité ont été décidés. Tous les grévistes, syndiqués ou non, participent à l'organisation des actions et décident ensemble de la conduite du mouvement.

Ainsi, il a été décidé d'aller interpeller le Premier ministre et celui de l'Enseignement supérieur, venus justement inaugurer un chantier sur le plateau de Saclay.

La cinquantaine de manifestants, joyeux et motivés, se sont retrouvés face à une rangée de gendarmes mobiles, mais ont eu le plaisir d'obliger quelques chefs de cabinet et conseillers ministériels à interrompre leur cocktail pour écouter leurs revendications.

Correspondant LO

Pôle emploi : moins de personnel, c'est plus d'offres bidon

La CGT a mené une enquête sur les offres d'emploi publiées sur le site Internet de Pôle emploi. Sur 1 300 offres, la moitié se sont révélées illégales. Cela va du CDI qui se révèle n'être qu'un CDD de quelques jours à la proposition de reprendre un commerce pour 880 000 euros.

Dans le Morbihan, on pouvait par exemple relever, outre des annonces n'indiquant pas la durée du travail ou ne précisant pas explicitement le lieu, des offres comme « CDI, créez votre activité », ou même la promesse de « voyages à l'autre bout du monde, mise

à disposition de voitures de luxe, primes exceptionnelles, 27 à 60 Keuros annuels ».

La CGT dénonce le fait que ces offres sont considérées comme raisonnables et qu'elles peuvent servir à radier les demandeurs d'emploi.

En fait, la plupart de ces offres mensongères ne sont pas collectées directement par Pôle emploi, mais récupérées par l'agence sur d'autres sites de petites annonces. Une partie sont éliminées car comportant des allégations fausses ou susceptibles d'induire en erreur, ce qu'interdit le Code du travail. Mais il en reste,

ce qui n'a rien d'étonnant puisque depuis 2014 c'est un logiciel de contrôle automatique qui gère les offres d'emploi, alors qu'avant cette date, la tâche était confiée à des agents.

La CGT réclame la création d'au moins 300 emplois, pour que le contrôle de ces offres puisse être effectué par des agents formés. Mais, au lieu de cela, le gouvernement en place comme les principaux candidats à l'élection présidentielle préfèrent stigmatiser les chômeurs.

Daniel Mescla

Saint-Jean-de-Braye : journée de grève réussie au lycée



Lycée Gaudier en grève.

Judi 2 mars, la moitié de la centaine d'enseignants du lycée des métiers du bâtiment Gaudier-Brzeska de Saint-Jean-de-Braye, près d'Orléans, étaient en grève.

Si le manque de concertation de la part de la direction entretenait le mécontentement depuis un certain temps, l'annonce de moyens en baisse à la prochaine rentrée a été la goutte d'eau

qui a fait déborder le vase.

En effet ces moyens vont diminuer cette année de 6%. Ce grignotage année après année signifie, à la longue, des postes en moins. Et l'on demande aux enseignants de choisir entre doubler certaines classes nombreuses et supprimer des enseignements. Autre exemple, on demande à certains d'enseigner une

discipline qui n'est pas la leur. Une enseignante, qui disait n'être pas formée pour telle matière, s'est vu répondre : « Il y a des ressemblances. »

L'assemblée générale des grévistes, qui a duré une bonne partie de la journée, était vivante et joyeuse, et de bon augure pour la suite.

Correspondant LO

Onet – Sanofi Lyon : les rois du vaccin craignent la contagion

Mercredi 8 mars, les agents de nettoyage de la région lyonnaise étaient appelés à la grève par la CGT, pour réclamer un treizième mois auquel les salariés ont droit dans d'autres régions.

Sur le site de Sanofi à Marcy-l'Étoile, dans le Rhône, qui produit des vaccins, l'appel a été suivi par les travailleurs du prestataire Onet. Ils ont ajouté leurs propres revendications, comme l'obtention d'une voiture de service sur ce site très étendu, ou même... des balais, car dans certains bâtiments il y a un balai pour trois agents ! Leur hiérarchie, affichant son mépris, ne s'est même pas déplacée. En revanche la direction de Sanofi, elle, a tout de suite été alarmée par le rassemblement devant ses portes.

Dépêchés en urgence sur place, le directeur adjoint et la directrice des ressources humaines du site ont commencé par prétendre que cette grève ne

les concernait pas, puis ont usé de chantage, menaçant de changer de prestataire si le mouvement se poursuivait. Malgré leurs discours, il était manifeste qu'ils se sentaient très concernés par les conséquences potentielles de la grève. En effet certaines zones de production, comme les zones stériles, ne peuvent pas fonctionner sans nettoyage régulier. De plus, cherchant en ce moment même à imposer un plan de compétitivité à leurs propres travailleurs, ils n'ont manifestement aucune envie d'une grève de salariés prestataires sur le site, qui pourrait donner des idées.

Devant la détermination des grévistes, ces responsables ont donc dû se résoudre à appeler eux-mêmes le directeur de l'agence Onet. Celui-ci, qui prétendait être à Marseille deux heures auparavant, est pourtant arrivé très vite.

Le lendemain, l'équipe

du matin a poursuivi la grève. Le jour même, la voiture et le matériel, demandés par les salariés depuis six mois sans succès, sont soudainement arrivés. La direction d'Onet s'est également engagée à verser une prime de qualité et à payer les heures de grève. Les salariés ont repris le travail jusqu'à une prochaine réunion mercredi 15 mars, pour discuter du 13^e mois.

Onet est une entreprise milliardaire, qui appartient notamment aux familles Reinier et Peugeot. On voit par quelles méthodes se réalisent leurs fortunes. Mais Sanofi, le donneur d'ordres, est tout aussi responsable, lui qui, à chaque appel d'offres, négocie à la baisse les coûts du nettoyage, en sachant parfaitement comment ces baisses sont obtenues. Avec les profits de ces deux entreprises, il y a largement de quoi opérer des embauches et payer des salaires corrects.

Correspondant LO

Auchan : contre les salariés

Mulliez, cette très riche famille propriétaire d'Auchan et de toute une galaxie de magasins, ne publie que des comptes très partiels. Elle a cependant annoncé fin 2016 un bénéfice en recul de 87 % pour le premier semestre 2016 et une baisse de ses ventes de 3 %. Le e-commerce est présenté comme la cause du recul des ventes du non-alimentaire.

La direction d'Auchan a lancé un plan de réorganisation de ses magasins et le déplacement de certains de ses bureaux des Yvelines, avec des centaines d'emplois supprimés ou déplacés vers la banlieue de Lille. Habitué de la communication mensongère, le groupe annonce que cette réorganisation, avec les suppressions et les créations de postes, se soldera par plus de 300 emplois supplémentaires. Qui peut le croire ?

C'est le même type d'annonce qu'Auchan affectionne lors de l'ouverture

d'un magasin : la création de milliers d'emplois – souvent subventionnés – en se gardant d'évoquer le nombre double ou triple d'emplois supprimés dans les magasins plus petits coulés par la concurrence.

La baisse des ventes peut d'ailleurs être due en grande partie au recul du pouvoir d'achat de la population ouvrière, et aussi aux chômeurs de plus en plus nombreux que les patrons fabriquent en licenciant ou en supprimant des postes pour augmenter leurs profits.

Ces immenses entreprises, qui contrôlent toute une partie du commerce et des échanges entre les producteurs et les consommateurs, devraient être obligées de rendre publics leurs comptes. On verrait alors qu'elles font leurs profits sur le dos des consommateurs, en écrasant aussi au passage les maraîchers et petits producteurs agricoles.

Correspondant LO

Orange – Montpellier : emplois supprimés

Pour s'opposer aux fermetures de sites prévues par la direction, des techniciens, opérateurs et magasiniers se sont mis en grève et rassemblés le 28 février au magasin Orange du marché-gare de Montpellier, ainsi qu'ils l'avaient déjà fait le 26 janvier.

La direction d'Orange avait alors annoncé brutalement la fermeture de ses magasins de Languedoc-Roussillon, qu'elle avait en fait programmée depuis longtemps.

Anciennement, tout le matériel, les câbles, les manchons, les poteaux, les boîtiers, les cartes électroniques, toute la visserie et la boulonnerie ainsi que tout l'outillage, était stocké à Vendargues, où plusieurs dizaines de magasiniers travaillaient pour approvisionner les cinq départements de la région. Ce centre a été supprimé il y a une vingtaine d'années et le matériel a été décentralisé à Montpellier au marché-gare, à Perpignan, Carcassonne, Narbonne, Béziers et Alès. Et cela marchait assez bien pour les magasiniers et les techniciens.

Mais cela était encore de trop pour Orange, qui a décidé de supprimer les

qui seront donnés à la sous-traitance, entraînant la suppression des postes de magasiniers et de techniciens.

Pourquoi supprimer un système qui marche et qui a fait ses preuves, pour le remplacer par un système aléatoire où les manques, les ratés vont se multiplier et les trous se transformer en gouffres ? Chacun se pose la question. Car c'est bien cela qui va se passer.

Surtout, l'incertitude domine concernant le reclassement des magasiniers. Côté techniciens, c'est l'incertitude pour l'accès au matériel et pour leurs conditions de travail.

Quant à l'ensemble du personnel du site, il serait question de fermer le centre du marché-gare et d'envoyer tout le monde sur d'autres sites. Autant de raisons au profond mécontentement.

Correspondant LO



Lors d'une précédente fermeture d'une boutique Orange.

Toray – Ain : aux frais de la collectivité

Comme beaucoup de patrons, Toray, groupe japonais de la chimie qui possède une usine spécialisée dans la production de films alimentaires dans l'Ain, cherche tous les moyens pour faire payer par la collectivité ce qu'il devrait payer lui-même.

C'est le cas par exemple de la formation. Comme la tenue des postes nécessite des habilitations, permis ou autres stages sécurité, la direction logne sur le compte personnel de formation. Ce dispositif qui a remplacé le droit individuel à la formation (DIF) est censé permettre l'accès à des formations choisies par les salariés. Mais la direction met la pression

pour inciter chacun à piocher dans son compte personnel pour participer aux stages internes. Elle économise ainsi la journée de salaire.

Elle a aussi décidé de ne plus payer les analyses de sang demandées lors des visites médicales obligatoires pour les postes ou horaires à risques. Puisque la Sécurité sociale les prend à charge, elle demande aux travailleurs de les faire prescrire par leur médecin personnel. Il en est de même pour la visite chez l'ophtalmologiste, indispensable pour avoir des lunettes de sécurité adaptées à la vue.

Les horaires en 5x8 sont pénibles et raccourcissent

l'espérance de vie ? Qu'à cela ne tienne : plutôt que de financer de vraies préretraites bien méritées, la direction propose des licenciements arrangés à deux ans de la retraite. C'est Pôle emploi qui finance ainsi les trimestres manquants de travailleurs qui ont enrichi Toray toute leur vie de travail.

Côté pile, les patrons bénéficient des exonérations de cotisations qui grèvent les recettes de la Sécurité sociale, des caisses de chômage ou de formation. Côté face, ils peuvent les ponctionner pour le fonctionnement quotidien de leurs usines.

Correspondant LO

Pompiers en grève : ras le casque !

Mardi 14 mars, une manifestation nationale a eu lieu à Paris à l'appel de sept syndicats de pompiers. Cette journée de grève et de manifestation visait à dénoncer les conditions de travail de plus en plus dégradées.

Comme partout, les politiques d'austérité et de restriction budgétaire sévissent. Pourtant, dans ce domaine comme dans bien d'autres, Hollande avait fait des promesses... bien sûr non tenues. En 2013, il avait annoncé un chiffre de 200 000 sapeurs-pompiers volontaires en 2017, mais leur nombre ne fait que baisser (194 000 en 2015) et, depuis 2004, ils sont 15 000 en moins, alors que le nombre de leurs interventions ne fait qu'augmenter. Hollande avait aussi promis qu'il n'y aurait pas de fermetures de caserne,

mais il y en a eu 250 depuis 2013. Elles s'ajoutent aux 600 fermetures entre 2006 et 2012, sur un total de 7 300 dans le pays.

Quant aux budgets, la seule mesure annoncée par Hollande en 2016 avait été un crédit de 20 millions d'euros, à répartir entre les 98 SDIS (Services départementaux d'incendie et de secours). Cette somme ne représentait même pas une subvention nouvelle, mais une somme économisée en modifiant la prestation de fin de service des pompiers volontaires.

Les sapeurs-pompiers



volontaires en ont assez de ces discours de circonstance, des phrases ronflantes sur la reconnaissance et la gratitude la nation ou sur l'héroïsme des pompiers morts en

service. Quand il s'agit de prélever sur la population de quoi subventionner le patronat, le gouvernement prend dans toutes les poches et n'épargne pas plus les services de secours

que les autres services publics.

Ça suffit! C'est ce qu'ont dit les pompiers en colère, en grève et dans la rue, et ils ont bien eu raison!

Cédric Duval

Hôpital Nord Franche-Comté : à qui profite cette transplantation ?

C'est en fermant complètement les deux hôpitaux de Belfort et Montbéliard que le nouvel hôpital Nord Franche-Comté, construit à Trévenans, au milieu des champs, vient d'ouvrir à marche forcée.

La protestation contre les difficultés accrues d'accéder aux soins dans cet hôpital unique, dans un bassin de population de 300 000 habitants, n'a pas manqué de s'élever. Quand on n'a pas de voiture, usager ou personnel, comment s'y rendre ? Une seule desserte côté Pays de Montbéliard tous les trois quarts d'heure, une seule aussi venant de Belfort, et aucune depuis Héricourt ! Quant à l'accès par la route, c'est l'insécurité assurée. L'échangeur de l'autoroute, saturé, et où les travaux ont seulement commencé, sera peut-être

opérationnel en 2020. À l'arrivée, les parkings sont notoirement insuffisants et ils sont concédés à Eiffage, qui compte faire payer très cher le stationnement aux patients, aux consultants des urgences, aux visiteurs.

Samedi 11 mars, à l'appel de la CGT notamment, près de 200 usagers de la région, rejoints par du personnel de l'hôpital, ont manifesté bruyamment pour exiger entre autres le parking gratuit. Il ont aussi dénoncé les dysfonctionnements, ceux du téléphone, le parcours du combattant d'une consultation médicale.

Des dysfonctionnements découlent de pannes ou de malfaçons non réparées, mais le plus souvent de pseudo-économies programmées sur le dos des patients et du personnel, pour pouvoir rassasier les

capitalistes à qui l'hôpital a été livré : Vinci pour le pôle logistique (cuisine, blanchisserie, pharmacie) en partenariat privé-public, Bouygues pour la construction du grand bâtiment principal, Orange pour le

téléphone, Philips et bien d'autres pour les équipements médicaux, ceux du laboratoire, l'informatique, etc.

L'argent public doit aller aux services publics !

Correspondant LO

PIC - Rennes : postiers mécontents

140 postiers de la PIC (plateforme industrielle courrier) de Rennes ont cessé le travail mardi 7 mars, à l'appel des syndicats CGT, FO et SUD. D'autres PIC étaient aussi en grève ce jour-là, à Bordeaux, Nantes, Poitiers, Marseille...

À Rennes, malgré la pluie et le froid, ils étaient une cinquantaine, toutes équipes confondues, à manifester leur

mécontentement à l'entrée de l'entreprise. Plusieurs ont interpellé la direction, pour dire qu'ils en ont assez des départs à la retraite non remplacés, des pressions sur la production courrier, des contrats d'intérim au rabais qui ne permettent pas de vivre (parfois une seule journée de contrat, voire trois heures!) Ils ont aussi tenu à dénoncer l'absence de compensation des repos

tombant sur les fériés, et le blocage des salaires depuis bientôt dix ans.

Des encadrants en gilet beige ont goûté ce jour-là au travail posté sur les machines. Mais ils n'ont pas réussi à empêcher la baisse de productivité!

Le lendemain, parmi les postiers, les discussions continuaient avec l'envie, pourquoi pas, de remettre ça.

Correspondant LO

SNCF Saint-Lazare : les méthodes de la direction en accusation

Édouard, militant syndical Sud Rail de Paris Saint-Lazare, s'est jeté sous un train, sur son lieu de travail, dans la nuit du 10 au 11 mars.

De nombreux cheminots le connaissaient pour son combat à la fois contre la dégradation des conditions de travail et de transport et aussi contre l'autoritarisme de certains dans la hiérarchie. Son décès a suscité une immense émotion chez ses collègues, mais aussi la colère contre les responsabilités et l'attitude de la direction de la SNCF.

Reconnu travailleur handicapé, depuis plusieurs années, il était victime d'une discrimination

de la part d'une direction qui ne supportait pas son engagement syndical. Il avait contesté cette discrimination avec succès. Ainsi, après un premier jugement aux Prud'hommes en mars 2015, la cour d'appel de Paris confirmait la condamnation de la SNCF.

Malgré cela, les pressions ont continué. Un conseil de discipline l'avait condamné en octobre dernier à douze jours de mise à pied et à une mutation disciplinaire sous prétexte

de « regard menaçant » et autres balivernes. Cette mutation devait intervenir deux jours après son décès.

Une des notes que la direction a publiées après ce décès continue à salir la mémoire de ce militant : elle ose parler des « nombreux cas de souffrance de cadres et agents de l'établissement » qu'aurait provoqués Édouard. Pour la direction, même après sa mort, ce n'est pas Édouard la victime, ce n'est pas lui qui souffrait, mais son encadrement!

Beaucoup de cheminots parlent d'une ambiance qui se france-télécomise,

du nom de cette entreprise où se sont multipliés les burn-out, les démissions, les suicides, et où la volonté était de démoraliser les salariés coûte que coûte.

D'ailleurs France Télécom inspire tellement la direction SNCF qu'elle va chercher un certain nombre de cadres dirigeants dans cette entreprise. Leur objectif est de bloquer les réactions éventuelles des cheminots, d'empêcher les actions collectives face à la dégradation des conditions de travail. Dans de nombreux endroits, les militants, les grévistes sont visés par des procédures antiouvrières.

Les pressions, intimidations, sanctions se multiplient à l'égard de tous les travailleurs et dans tous les secteurs SNCF, et certains, parfois, finissent par craquer. C'est cela qui révolte de nombreux cheminots.

Beaucoup de messages à la mémoire d'Édouard ont été adressés par différentes organisations syndicales. Elles organisaient un rassemblement pour lui rendre hommage, à lui et à son combat, et pour dénoncer la violence patronale. Il devait se tenir mercredi 15 mars en gare Saint-Lazare.

Correspondant LO



RUSSIE 1917 : LA RÉVOLUTION AU FIL DES SEMAINES

Lénine : « Ce gouvernement ne donnera ni la paix, ni le pain, ni la liberté ! »

Alors que la révolution russe a éclaté en mars, Lénine, encore exilé en Suisse, n'a la possibilité de suivre les événements qu'à travers la presse bourgeoise. Dans cinq lettres envoyées au journal bolchevique *Pravda*, il analyse la situation révolutionnaire d'une façon qui bouscule l'ambiance de conciliation régnant au lendemain de la chute du tsarisme et de la mise en place d'un gouvernement provisoire aux mains de la bourgeoisie. Kamenev et Staline, responsables du journal, n'osent publier qu'une seule de ces *Lettres de loin*.

« Comment a pu se produire ce « miracle » qu'en huit jours seulement (...) se soit effondrée une monarchie qui durait depuis des siècles (...) ? (...)

La première révolution (1905) a profondément ameubli le terrain, déraciné des préjugés séculaires, éveillé à la vie politique et lutte politique des millions d'ouvriers et des dizaines de millions de paysans, révélé les unes aux autres et au monde entier toutes les classes (et les principaux partis) de la société russe quant à leur nature réelle, quant au rapport réel de leurs intérêts, de leurs forces, de leurs moyens d'action, de leurs buts immédiats et lointains. (...)

Cette révolution de huit jours a été « jouée », s'il est permis de se servir d'une métaphore, comme après une dizaine de répétitions générales et partielles ; les « acteurs » se connaissaient, savaient leurs rôles, leurs

places et tout le décor en long et en large, de bout en bout, jusqu'aux moindres nuances tant soit peu importantes des tendances politiques et des procédés d'action. (...)

La monarchie tsariste est battue, mais elle n'a pas encore reçu le coup de grâce.

(...) Pour combattre efficacement la monarchie tsariste, pour assurer la liberté réellement et non en paroles, non par les promesses des beaux parleurs (...), ce ne sont pas les ouvriers qui doivent soutenir le nouveau gouvernement, mais ce gouvernement qui doit « soutenir » les ouvriers ! (...)

Notre révolution est bourgeoise, disons-nous, nous marxistes : aussi les ouvriers doivent-ils ouvrir les yeux au peuple sur les mensonges des politiciens bourgeois, lui apprendre à ne pas croire aux paroles, à compter uniquement sur

ses forces, son organisation, son union, son armement.

Le gouvernement [provisoire] ne peut donner au peuple – quand bien même il le voudrait sincèrement (seuls des enfants en bas âge peuvent croire à la sincérité du gouvernement) – ni la paix, ni le pain, ni la liberté.

Ni la paix, parce que c'est un gouvernement de guerre, un gouvernement de continuation de la tuerie impérialiste, un gouvernement de rapine qui désire piller l'Arménie, la Galicie, la Turquie, enlever Constantinople, reconquérir la Pologne, la Courlande, la Lituanie, etc. (...)

Ni le pain, parce que c'est un gouvernement bourgeois. (...) Le peuple apprendra, et sans doute l'apprendra-t-il bientôt, qu'il y a du pain et qu'on peut en obtenir, mais pas autrement que par des mesures ne reculant pas devant la sainteté du capital et de la



propriété foncière.

Ni la liberté, parce que ce gouvernement est celui des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, qui craint le peuple (...).

Ouvriers, vous avez accompli des prodiges d'héroïsme prolétarien et populaire dans la guerre civile contre le tsarisme, vous devez accomplir des prodiges d'organisation prolétarienne et populaire pour préparer votre victoire dans la seconde étape de la révolution.

(...) Quels sont les alliés du prolétariat dans la révolution actuelle ?

Il a deux alliés : en premier lieu, la grande masse du semi-prolétariat et, en partie, des petits paysans

de Russie, forte de dizaines de millions d'hommes et constituant l'immense majorité de la population. La paix, le pain, la liberté et la terre sont nécessaires à cette masse. (...)

En second lieu, le prolétariat russe a pour allié le prolétariat de tous les pays belligérants et de tous les pays en général. Cet allié est actuellement accablé dans une notable mesure par la guerre, et ses porte-parole sont trop souvent des social-chauvins d'Europe passés à la bourgeoisie (...). Mais chaque mois de la guerre impérialiste affranchit davantage le prolétariat de leur influence, et la révolution russe hâtera infailliblement ce processus sur une échelle immense. »

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mars 2017.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Afrique de l'Est : profits pour les multinationales, famine pour la population

Vingt millions de personnes risquent d'être frappées par la famine en Somalie, Soudan du Sud, Éthiopie, Ouganda, Djibouti, Kenya, et dans une moindre mesure en Tanzanie, selon les chiffres rendus publics par l'ONU.

Les pays les plus affectés sont la Somalie, avec trois millions de personnes en état de crise alimentaire, et le Soudan du Sud où la moitié de la population, soit cinq millions de personnes, est déclarée par le gouvernement en état de famine. La presse accuse la sécheresse qui dure depuis trois ans. En réalité, il y a aussi d'autres causes à ce drame humain, qui ne doivent rien à la fatalité et au climat. Les famines sont récurrentes, alors que ces pays exportent du café, du coton et du bétail... L'Éthiopie a des ressources agricoles très importantes qui lui permettraient d'être

autosuffisante en céréales, et pourtant 5 millions de personnes ne peuvent pas subvenir à leurs besoins alimentaires.

Au 20^e siècle, la colonisation a imposé, dans bien des pays dominés, de grandes monocultures destinées à l'exportation vers les métropoles, au détriment des productions vivrières. La décolonisation n'a pas mis fin à ces rapports économiques inégalitaires. L'accaparement des terres agricoles lié à la spéculation sur les matières premières s'est renforcé depuis la crise de 2008. La terre est devenue un placement, au même titre que l'or. Dans un rapport

publié en septembre 2010, la Banque mondiale estimait que 56 millions d'hectares faisaient l'objet de contrats fonciers internationaux en 2009 – dont 70 % en Afrique – contre 4 millions d'hectares en 2008.

Près de 60 % des transactions foncières conclues au cours des dix dernières années dans le monde étaient destinées à des cultures pouvant servir à la production d'agrocarburants. Le Soudan a subi une déforestation importante pour faire place à des plantations pour cet objectif. La Somalie et l'Éthiopie ont été particulièrement touchées par ce phénomène, qui a conduit à la famine de 2011 au cours de laquelle 260 000 personnes ont perdu la vie. Mais l'hécatombe n'a pas enrayer l'appétit des investisseurs pour les terres agricoles.

Les sommes investies dans l'achat de terres agricoles par les spéculateurs ont doublé en 2015. De son côté, l'État éthiopien a loué un million d'hectares de terres arables à des financiers. Le *Financial Afrik* du 26 mai 2014 révèle que le Premier ministre a conclu des accords avec trois géants de l'industrie textile, deux américains (VF et Phillips Van Heusen – PVH) et un indien (Shri Vallabh Pittie – SVP), sur la mise à disposition de 3 millions d'hectares de terres pour la production de coton destinée à l'exportation.

Les habitants sont déposés de leurs terres par la police locale et repoussés. La forêt, dont ils dépendent pour le bois, les fruits et les plantes médicinales, disparaît, les rivières sont détournées et leur mode de vie

détruit. Ils n'ont plus qu'à se faire recruter comme ouvriers agricoles, exploités pour le compte de ceux qui les ont ruinés, rejoindre les bidonvilles ou s'exiler.

Les conflits armés qui déchirent la région ajoutent encore du chaos à cette sous-alimentation chronique. Le Soudan du Sud est mis à feu et à sang par des bandes armées que les USA avaient soutenues et armées au moment de la sécession du pays. Des flots de réfugiés se sont enfuis vers l'Ouganda voisin et l'Éthiopie déjà en difficulté, et tout acheminement d'aide alimentaire vers les populations affamées relèverait de l'exploit.

La domination impérialiste est la principale calamité qui explique les famines et les millions de morts.

Léna Pigalli

Éthiopie : de la misère à la mort

Un immense éboulement s'est produit le samedi 11 mars dans une décharge d'ordures d'Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie. 65 personnes au moins ont été tuées et des dizaines blessées.

Ce drame s'est déroulé dans un pays présenté par ailleurs comme un champion de la croissance économique en Afrique, avec le plus grand nombre de millionnaires en dollars du continent.

La décharge de Koshe est une montagne d'ordures qui s'étend sur plus de 30 hectares. Comme dans bien des

pays pauvres et dans bien des faubourgs des pays riches, des chiffonniers, ceux que l'on appelle les squatteurs, n'ont d'autre moyen de subsistance que de fouiller quotidiennement les déchets pour y trouver quelques objets pouvant être revendus. En 2000, l'effondrement d'une décharge du même type avait fait 200 morts à

Manille aux Philippines.

À Addis-Abeba, 300 personnes vivent sur cette décharge. Leurs baraques en bois, avec des toits en tôle ou en plastique, sont installées sur les flancs de la décharge, sur un sol instable. Une partie du terrain qu'ils fouillent quotidiennement et sur lequel ils dorment est composé de déchets toxiques. Leurs habitations de fortune ont été emportées lorsque qu'un pan entier de la décharge s'est détaché, peut-être à cause des travaux

d'aplanissement entrepris pour installer une centrale au biogaz utilisant l'énergie des déchets.

Cette catastrophe est l'image même de la réalité qui se cache derrière les déclarations sur « l'Afrique, continent du futur » dont regorgent les magazines économiques, s'extasiant sur les taux de croissance de certains pays, dont l'Éthiopie. Dans des villes comme Addis-Abeba, des quartiers d'affaires et des hôtels de luxe se construisent. Une

bourgeoisie s'enrichit à l'ombre des grands trusts internationaux qui profitent des salaires misérables, 50 euros par mois en moyenne, pour y installer leurs usines, notamment dans le textile. Mais ce qui fait la richesse de ces grands groupes et de la bourgeoisie locale fait le malheur de la majorité de la population, obligée de végéter dans une misère profonde, et parfois d'y mourir.

Daniel Mescla

Fil rouge

Chers députés

Connu pour sa collection de montres de luxe à plusieurs dizaines de milliers d'euros pièce, Julien Dray, ex-député socialiste, a exposé sa solution pour lutter contre la corruption des députés. D'après lui, il faudrait porter leur rémunération de 5 000 à 9 000 euros par mois, et ils seraient ainsi moins tentés de céder aux sollicitations des corrupteurs.

On peut en douter. Ils seraient seulement plus chers !

Faites ce que je dis, pas ce que je fais

Le député LR Dominique Tian vient d'être renvoyé devant le tribunal correctionnel pour blanchiment de fraude fiscale. Ce député de droite avait été le rapporteur d'une mission parlementaire sur la fraude aux prestations et cotisations sociales en 2011, mais en 2012 il avait omis dans sa déclaration de patrimoine ses avoirs détenus en Suisse.

On se souvient d'un autre pourfendeur de la fraude, l'ex-ministre socialiste du Budget Jérôme Cahuzac. Lui aussi avait dissimulé un compte en Suisse.

Autant de gens qui semblent avoir été choisis pour leur compétence. Pour parler de lutte contre la fraude, quoi de mieux que d'être fraudeur ?

Crise du logement résolue... pour un banquier

Avec son petit salaire de commis de l'État à 23 500 euros brut par mois, Villeroy de Galhau, le gouverneur de la Banque de France, avait un problème pour se loger à Paris, ville chère s'il en est. Pensez donc, le pauvre ne bénéficie même pas de logement de fonction.

Heureusement, la Banque de France, qui vient pour la première fois de révéler ces montants, a pensé à dépanner son dirigeant : il touche 5 643 euros chaque mois d'indemnité brute de

logement.

Tous les travailleurs qui perçoivent l'APL pour se loger, au maximum 319 euros par mois pour un couple en Île-de-France, seront heureux d'apprendre que cette allocation a un gros potentiel de progression.

Corbeil-Essonne : du socialiste assassiné au capitaliste assassin

Il n'y a plus d'avenue Jean-Jaurès à Corbeil, cette ville de l'Essonne dont le milliardaire Serge Dassault a été maire pendant quatorze ans. Le maire actuel a en effet décidé de la débaptiser et de la renommer... avenue Serge Dassault, en hommage à ce dernier !

Remplacer le nom d'un dirigeant socialiste, internationaliste, représentant le mouvement ouvrier de son temps, par celui d'un milliardaire exploiteur, marchand de mort, voleur, corrupteur, truqueur d'élections, c'est tout un programme.

Lisez la revue Lutte de classe

revue mensuelle

de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n°182 (mars 2017) :

- Contre les partis de la bourgeoisie, lever le drapeau rouge des travailleurs
- Trump : après une campagne démagogique, une politique dirigée contre les travailleurs
- Vers le déclenchement du processus du Brexit
- Crimée, Donbass : une impasse sanglante
- Syrie : la politique cynique et brutale de l'impérialisme
- La « stagnation séculaire » ou l'âge sénile du capitalisme
- La révolution russe de février 1917. Le début d'une formidable mobilisation qui allait porter le prolétariat au pouvoir



Prix : 2,50 euros

Envoi contre cinq timbres à 0,73 euro.